



# Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ

# Quebec Official Gazette

PUBLISHED BY AUTHORITY

PROVINCE DE QUÉBEC

PROVINCE OF QUEBEC

QUÉBEC, SAMEDI, 23 NOVEMBRE 1918.

QUEBEC, SATURDAY, 23RD NOVEMBER, 1918.

## Nominations

## Appointments

Il a plu à son honneur le lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, de faire les nominations suivantes :

Québec, 7 novembre 1918.

M.M. J.-A.-Ernest Gauvin, pharmacien, Henri Sitofsky, professeur et Charles-Edouard Lamoureux, tailleur, Montréal, juges de paix pour le district de Montréal ;

Joseph Richer, cultivateur, d'Angers, comté de Labelle, juge de paix pour le district d'Ottawa ;

L.-M. Collin, gentilhomme, de La-Conception, comté de Labelle, juge de paix pour le district de Montcalm ;

Joseph Sirois, cultivateur, de Val-Brillant, comté de Matane, juge de paix pour le district de Rimouski. 4249

M. Raoul Boissonnault, avocat, de Roberval, protonotaire de la Cour supérieure, greffier de la Cour de circuit, greffier de la couronne et greffier de la paix du district de Roberval. 4251

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, by and with the advice and consent of the Executive Council, to make the following appointments, viz :

Québec, 7th November, 1918.

J.-A.-Ernest Gauvin, druggist, Henri Sitarsky, professor, and Charles-Edouard Lamoureux, tailor, of Montreal, to be justices of the peace for the district of Montreal ;

Joseph Richer, farmer, of Angers, county of Labelle, to be a justice, of the peace for the district of Ottawa ;

L.-M. Collin, gentleman, of La-Conception, county of Labelle, to be a justice of the peace for the district of Montcalm ;

Joseph Sirois, farmer, of Val-Brillant, county of Matane, to be a justice of the peace for the district of Rimouski. 4250

Raoul Boissonnault, advocate, of Roberval, to be prothonotary of the Superior Court, clerk of the Circuit Court, Clerk of the Crown and Clerk of the Peace of the district of Roberval. 4252

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de révoquer la commission pour la décision sommaire des petites causes, en date du 19 août 1912, pour la paroisse de Saint-Elie-de-Caxton, comté de Saint-Maurice, et de nommer par commission en date du 7 novembre 1918, MM. Joseph Matteau, cultivateur, Paul Garceau, commerçant, Israel Déchéne, cultivateur, Elzéar Rivard, cultivateur et Joseph Carbonneau, cultivateur, tous de Saint-Elie-de-Caxton, commissaires de ladite Cour. 4237

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased to revoke the commission for the summary trial of small causes, dated the 19th August, 1912, for the parish of Saint-Elie-de-Caxton, County of Saint-Maurice, and to appoint by commission dated the 7th November, 1918, Messrs Joseph Matteau, farmer, Paul Garceau, trader, Israel Déchéne, farmer, Elzéar Rivard, farmer, and Joseph Carbonneau, farmer, all of Saint-Elie-de-Caxton, commissioners of said court. 4238

### Proclamation

Canada,  
Province de Québec.  
[L. S.]

C. FITZPATRICK.

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux qui ces présentes verront ou qu'elles peuvent concerner,—SALUT :

#### PROCLAMATION

J.-A. HUDON, } **A**TTENDU qu'en  
Assistant-Procureur- } vertu des disposi-  
Général Suppléant. } tions du code municipal  
de la province de Québec, le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par une proclamation publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, laquelle entrera en vigueur à la date y mentionnée, ordonner l'érection de municipalités de village ou de campagne, la division de ces municipalités ou leur annexion, en tout ou en partie, à d'autres municipalités, même de cité, de ville ou de village, dans un seul et même comté, pourvu que ce soit à la requête de la majorité des propriétaires des biens-fonds compris dans les limites du territoire dont l'érection en municipalité ou la division ou l'annexion à une municipalité est demandée et pourvu aussi qu'après tel changement, chaque municipalité conserve, selon le cas, la population ou le nombre d'habitations requis par la loi;

ATTENDU qu'une requête signée par la majorité des propriétaires des biens-fonds compris dans un certain territoire ci-après décrit et situé dans la municipalité de Ashford, comté de l'Islet, Nous a été présentée, demandant de détacher ce territoire de la municipalité de Ashford et de l'ériger en municipalité séparée sous le nom de la "Municipalité de Tourville";

ATTENDU qu'il Nous a été démontré que ce territoire contient une population de trois cents âmes, et qu'après son érection en municipalité séparée, il restera dans la municipalité d'où ce territoire a été détaché, une population de trois cents âmes;

ATTENDU qu'il Nous a été démontré que la description technique de ce territoire fait selon les exigences de la loi et figurant le territoire dont on demande l'érection en municipalité séparée et distincte de la municipalité de Ashford, a été approuvée par Notre Ministre des Terres et Forêts;

ATTENDU que les autres formalités de la loi ont été remplies et qu'en conséquence, Nous avons jugé à propos de faire droit à la requête qui Nous a été présentée pour l'érection de la

### Proclamation

Canada,  
Province of Québec,  
[L.S.]

C. FITZPATRICK.

GEORGE V, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,—GREETING :

#### PROCLAMATION

J.-A. HUDON, } **W**HEREAS in and  
Acting-Deputy } by virtue of the  
Attorney-General. } provisions of the Municipal Code of the Province of Québec, the Lieutenant-Governor-in-Council may, by proclamation, published in the *Quebec Official Gazette*, which shall come into force on the date therein mentioned, order the erection of village or rural municipalities, the division of such municipalities or their annexation, in whole or in part, to other municipalities, whether of cities, towns or villages, in one and the same county, provided that application to that effect be made by the majority of the proprietors of immoveable property situated within the limits of the territory whereof the erection into a municipality or the division or the annexation to a municipality, is applied for and provided also that, after such change, each municipality still possesses, as the case may be, the population or the number of inhabited houses required by law;

WHEREAS a petition signed by the majority of the proprietors of the immoveable property comprised within that certain territory herein-after described and situated in the municipality of Ashford, county of l'Islet, has been presented to Us, making application to detach this territory from the municipality of Ashford and erect it into a distinct municipality under the name of "The Municipality of Tourville";

WHEREAS it hath been shewn to Us, that this territory contains a population of three hundred souls and that after its erection into a distinct municipality there shall still remain in the municipality from which this territory has been detached, a population of three hundred souls;

WHEREAS it hath also been shewn to Us that the technical description of this territory made according to the requirements of the law, and showing the territory sought to be erected into a distinct and separate municipality from the municipality of Ashford, has been approved by Our Minister of Lands and Forests;

WHEREAS all the other requirements of the law have been fulfilled and that in consequence We have deemed fit to comply with the petition presented to Us for the erection of "The Muni-

"municipalité de Tourville" en municipalité distincte et séparée de la municipalité de Ashford ;

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre conseil exécutif, et conformément aux dispositions du code municipal de Notre province de Québec, Nous déclarons par les présentes que ledit territoire savoir :

Tout le territoire borné comme suit :

Le territoire devant être détaché de la municipalité de Ashford, comté de l'Islet, pour être érigé en municipalité distincte sous le nom de "La municipalité de Tourville", dans le même comté, est formé d'une partie du rang A du canton Ashford, depuis, y compris le lot No 29 jusqu'au lot No 48, inclusivement, des rangs IX, X et XI dudit canton Ashford ; de la partie du rang A du canton Fournier depuis, y compris le lot No 25 jusqu'au lot No 44, inclusivement, ainsi que des rangs VII, VIII et IX dudit canton Fournier ; sera détaché de la municipalité de Ashford et formera à l'avenir une municipalité séparée sous le nom de la "Municipalité de Tourville" à partir de ce jour.

De tout ce que dessus, tous nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles fait apposer le grand sceau de Notre province de Québec. TÉMOIN : Notre très fidèle et bien-aimé Le Très Honorable SIR CHARLES FITZPATRICK, Membre de notre Très Honorable Conseil Privé, Chevalier Grand-Croix de notre Ordre Très Distingué de Saint-Michel et Saint-Georges, lieutenant-gouverneur de notre province de Québec.

En l'Hôtel du Gouvernement, de Notre province de QUEBEC, ce QUATORZIEME jour de NOVEMBRE, en l'année mil neuf cent dix-huit de l'ère chrétienne et de Notre règne la neuvième année.

Par ordre,

Le sous-secrétaire de la province,

4239

C.-J. SIMARD.

city of Tourville" into a separate and distinct municipality from the municipality of Ashford ;

THEREFORE with the advice and consent of Our Executive Council, and pursuant to the provisions of the Municipal Code of Our Province of Quebec, We declare by these presents, that the said territory, viz :

All that territory bounded as follows :

The territory to be detached from the "Municipality of Ashford", county of l'Islet, and erected into a distinct municipality under the name of "The Municipality of Tourville", in the same county, is made up of part of range A of the township of Ashford, from and including the lot No. 29 to the lot No. 48, inclusive of ranges IX, X and XI of said township of Ashford ; of that part of range A of the township of Fournier from and including the lot No. 25 to the lot No. 44, inclusive, together with ranges VII, VIII and IX of said township of Fournier ; shall be detached from the municipality of Ashford and shall henceforth form a separate municipality under the name of "The Municipality of Tourville".

Of all which Our loving subjects, and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed. WITNESS : Our Right Trusty and Well Beloved the Right Honourable SIR CHARLES FITZPATRICK, Member of Our Most Honourable Privy Council, Knight Grand-Cross of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant-Governor of Our said Province.

At Our Government House, in Our City of QUEBEC, this FOURTEENTH day of NOVEMBER, in the Year of Our Lord one thousand nine hundred and eighteen, and in the ninth year of Our Reign.

By command,

C.-J. SIMARD,

Assistant Provincial Secretary.

4240

## Lettres patentes

### "Compagnie des Capsules Crésobene".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du quatorzième jour de novembre 1918, constituant en corporation : Louis Boyer, avocat, Aurélien Boyer, ingénieur civil, J.-P.-Hector Doyon, comptable, Hector Frigon, gérant d'affaires et Mademoiselle Gabrielle Audet, sténographe, tous de Montréal, dans les buts suivants :

Manufacturer et acquérir par achat, bail ou autrement des médecines brevetées, procédés et formules médicinales et marques de commerce en rapport avec iceux, acquitter tels achat au moyens de débentures ou de parts acquittées de la compagnie et faire le commerce, tant comme principal que comme agent, de manufacturiers et de marchands de médecines brevetées et de tous articles et accessoires se rattachant à ce commerce ou dont le commerce pourrait aider ou augmenter le commerce principal de la compagnie ;

## Lettres patent

### "Compagnie des Capsules Crésobene".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the lieutenant-governor of the province of Quebec, bearing date the fourteenth day of November, 1918, incorporating Louis Boyer, advocate, Aurélien Boyer, civil engineer, J.-P.-Hector Doyon, accountant, Hector Frigon, business manager, and Miss Gabrielle Audet, stenographer, all of Montreal, for the following purposes :

To manufacture and acquire by purchase, lease or otherwise patented medicines, processes and medicinal formulas and trade marks, in connection therewith, to pay off such purchases by means of debentures or paid up shares of the company and to carry on the business, both as principal and as agents, of manufacturers and merchants of patented medicines and all goods and accessories incidental to such business or the dealing in which may aid or increase the main business of the company ;

Disposer par vente ou autrement du commerce de la compagnie ou aucune branche ou partie d'icelui pour telle considération qu'il lui plaira et spécialement pour des débetures ou parts de toute autre compagnie similaire, sous le nom de "Compagnie des Capsules Crésobène", avec un capital social de cinq mille piastres (\$5,000.00), divisé en cinquante (50) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quatorzième jour de novembre 1918.

Le sous-secrétaire de la province,  
4235—47-2 C.-J. SIMARD.

**"Eastern Shoe Manufacturing Company, Limited"**

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du quatorzième jour de novembre 1918, constituant en corporation M.M. Jos-A. Lepage, Pierre Blouin, Louis Mallett, marchands, Jos-A. Dubé, comptable et Donat Simon, commerçant, tous de la cité de Montréal, dans les buts suivants :

Fabriquer, acheter, vendre tout article de cuir, agir comme manufacturiers et commerçants de chaussures, harnais, sacs de voyage et tout autre article se rapportant à ce commerce ;

Exercer le commerce et l'industrie de tanneurs, corroyeurs, teinturiers, fabricants et négociants en gros et en détail de peaux de toutes sortes, cuirs, huiles, produits chimiques ;

Acheter, vendre, fabriquer, commercer les produits chimiques, teinture, vernis, huiles ou aucun des produits relatifs à ses affaires ainsi que les matériaux bruts pour les objets de la compagnie ;

Produire, fabriquer, acheter et vendre tout produit faisant de quelque façon que ce soit, directement ou indirectement, l'objet de quelque commerce ou industrie ;

Acquérir tous fonds de commerce et raison sociale, droits de patente, la machinerie, les créances, l'achalandage de quelque industrie ou commerce, qu'il soit en rapport ou non avec le commerce de la compagnie, pourvu qu'il soit jugé dans son intérêt ;

Acheter ou autrement acquérir, des parts, des obligations, débetures, intérêts ou autre valeur dans d'autres compagnies ou corporations et se joindre avec d'autres compagnies incorporées ou à être incorporées et les payer en parts acquittées ;

Acquérir par achat, échange, louage, concession, ou par aucun autre titre légal, aucune propriété mobilière ou immobilière que la compagnie jugera avantageux d'acheter, directement ou indirectement pour les fins du commerce de la compagnie ou comme placement, construire et ériger des fabriques, entrepôts, boutiques et autres bâtisses quelconques nécessaires ou utiles aux fins de la dite compagnie et généralement toute propriété mobilière ou immobilière qu'elle jugera à propos de construire et d'acquérir, ainsi que le droit de les louer, vendre et aliéner ;

Emprunter tous les montants que la compagnie jugera utiles et nécessaires pour les fins de ses entreprises et ce en aucun temps et aussi souvent qu'elle le jugera à propos et faire les dits emprunts aux termes et conditions et en donnant les garanties et hypothèques que la compagnie trouvera raisonnables ;

Tirer, faire, accepter, endosser, payer et émettre des billets promissoires, lettres de

To dispose, by sale or otherwise, of the business of the company or any branch or part thereof for such consideration as it may think fit and especially for debentures or shares of any other subsidiary company, under the name of "Compagnie des Capsules Cresobene" with a capital stock of five thousand dollars (\$5,000.00), divided into fifty (50) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of the business of the corporation, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this fourteenth day of November, 1918.

C.-J. SIMARD,  
4236—47-2 Assistant Provincial secretary.

**"Eastern Shoe Manufacturing Company, Limited"**

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the lieutenant-governor of the province of Quebec, bearing date the fourteenth day of November, 1918, incorporating Jos-A. Lepage, Pierre Blouin, Louis Mallett, merchants, Jos-A. Dubé, accountant, and Donat Simon, trader, all of the city of Montreal, for the following purposes :

To manufacture, buy, sell any leather goods, act as manufacturers of and dealers in boots and shoes, harnesses, hand bags and any other articles incidental to such business ;

To carry on the business of tanners, curriers, dyers, manufacturers, wholesale and retail dealers in hides of all kinds, leather, oil, chemical products ;

To buy, sell, manufacture, deal in chemical products, dyes, dressings, oils or any of the products incidental to its business together with the raw products for the company's purposes ;

To produce, manufacture, buy and sell any product being in any way whatsoever, directly or indirectly, the object of any business or industry ;

To acquire any stock in trade and firm name, patent rights, machinery, credits, goodwill of any industry or business whether connected or unconnected with the business of the company, provided it be deemed to be in the interest thereof ;

To buy or otherwise acquire shares, bonds, debentures, interests or other securities in other companies or corporations and to amalgamate with other companies, incorporated or to be incorporated, and to pay therefor in paid up shares ;

To acquire by purchase, exchange, lease, concession or by any other legal title, any moveable or immoveable property which the company may think advantageous to buy, directly or indirectly, for the business purposes of the company or as investment, to construct and erect factories, warehouses, shops and other buildings whatever necessary or suitable for the purposes of said company and generally any moveable or immoveable property it may be deemed proper to build upon and acquire together with the right to lease, sell and alienate same ;

To borrow any amounts which the company may think useful and necessary for the purposes of its undertakings and that at any times and as often as it may think fit to contract the said loans, on such terms and conditions and by giving such guarantees and hypothecs which the company may deem proper ;

To draw, make, accept, endorse, pay and issue promissory notes, bills of exchange, bonds,

change, connaissements, obligations, débetures, debentures, warrants and other negotiable and mandats et autres instruments négociables et transferable instruments ; transportables ;

Émettre des actions acquittées de la compagnie en paiement d'aucune marchandise, propriété mobilière ou immobilière qu'elle pourra détenir ou qu'elle détiendra ou les services rendus ou futurs ;

Acquérir, assumer, exploiter comme commerce en opération les affaires, les entreprises, les contrats, les propriétés mobilières et immobilières ainsi que tout ou en partie l'actif et le passif de la maison de commerce Eastern Shoe Mfg. Co. de Montréal et de le payer en parts acquittées ou en capitaux, en obligations, en débetures ou en actions obligations de la présente compagnie ;

Exercer tous les autres pouvoirs qui seront nécessaires ou jugés utiles à l'exercice des pouvoirs accordés par la présente, sous le nom de "Eastern Shoe Manufacturing Company, Limited", avec un capital social de quarante-neuf mille neuf cents piastres (\$49,900.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix-neuf (499) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quatorzième jour de novembre 1918.

Le sous-secrétaire de la province,  
4247-47-2 C.-J. SIMARD.

To issue paid up shares of the company in payment of any goods, moveable or immoveable property which it may hold or will hold or for past or future services rendered ;

To acquire, take over, operate as a going concern the business, undertakings, contracts, moveable and immoveable property together with the whole or part of the assets and liabilities of the business firm of Eastern Shoe Mfg. Co. of Montreal, and to pay for the above in paid up shares or in stock, in bonds, debentures or debenture stock of the present company ;

To exercise all other powers deemed necessary or useful for the carrying on of the powers granted herein, under the name of "Eastern Shoe Manufacturing Company, Limited", with a capital stock of forty nine thousand nine hundred dollars (\$49,900.00), divided into four hundred and ninety nine (499) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of the business of the corporation, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this fourteenth day of November, 1918.

C.-J. SIMARD,  
4248-47-2 Assistant Provincial Secretary.

#### " La Minoterie Moderne, limitée "

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 7 novembre 1918, constituant en corporation MM. Paul Belhumeur, Hormisdas Belhumeur, David Laurin, hôteliers, de Montréal; Raoul Laurin, Eloi Laurin, meuniers, de Charlemagne, dans les buts suivants :

Faire le développement, l'exploitation et le commerce de pouvoirs et forces motrices en général, dans toutes les paroisses des comtés de l'Assomption, Montcalm et Joliette ;

Acquérir par achat, échange, transport, bail ou autrement des chutes et autres pouvoirs d'eau, pouvoirs à vapeurs ou à l'électricité, y compris les rivages et berges des rivières et des lacs ainsi que les meubles et immeubles de toutes sortes et descriptions nécessaires à l'exploitation, au développement et en général aux fins dudit commerce ou industrie ;

Acquérir et posséder toutes entreprises de même nature et à les continuer suivant les plans et besoins de la compagnie ;

Construire des écluses, canaux, digues, tuyaux, jetées, biefs et y construire, installer et placer les machineries et engins nécessaires à l'exploitation des dits pouvoirs hydrauliques ou autres, les exploiter pour toutes fins commerciales et industrielles conformes aux buts de la compagnie ;

Construire, acquérir et exploiter des aqueducs et exercer en général tous les droits des personnes dont la compagnie pourra les acquérir ;

Acquérir par achat ou autrement et exploiter des limites à bois et terres minières, des droits de coupe de bois, licences et permis pour bois et construire ou autrement acquérir par tous moyens légaux, posséder, employer, maintenir ou mettre en opération des moulins à farine, moulins à scie, moulins à pulpe, à papier, moulins à écorcer, moulins à carder, moulins à moudre la pierre à chaux

#### " La Minoterie Moderne, limitée "

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the lieutenant-governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh November, 1918, incorporating Messrs. Paul Belhumeur, Hormisdas Belhumeur, David Laurin, hotel-keepers, of Montreal, Raoul Laurin, Eloi Laurin, millers, of Charlemagne, for the following purposes :

To carry on the development, exploitation and business of motive power and energy generally, in all the parishes of the counties of L'Assomption, Montcalm and Joliette ;

To acquire by purchase, exchange, transfer, lease or otherwise water falls and other water powers, steam or electric powers including shores and banks of rivers and lakes together with the moveables and immoveables of every kind and description necessary for the exploitation and development and generally for the purposes of said business or industry ;

To acquire and own any undertakings of a like nature and to continue the operation of same according to the plans and requirements of the company ;

To construct locks, canals, dams, penstocks, piers, sluices and to erect, install and place thereon or therein the machinery and engines necessary for the exploitation of said hydraulic or other powers, operate same for all commercial or industrial purposes in conformity with the company's purposes ;

To construct, acquire and operate waterworks and generally exercise all personal rights which the company may acquire ;

To acquire by purchase or otherwise and exploit timber limits and mining lands, stumpage rights, timber licenses and permits and to construct or otherwise acquire by any legal means, own, use, maintain or operate flour-mills, saw-mills, pulp and paper mills, rossing mills, carding mills, lime stone crushers and other mills and factories of every description, buildings, houses, apparatuses

ou concasseur et autres moulins et manufactures de toutes descriptions, bâtisses, maisons, appareils et machines, privilèges d'eau, franchises, droits de patentes, marques de commerce et biens en général ;

Acquérir par achat, transport, bail ou autrement le moulin à farine et les autres propriétés de MM. Raoul Laurin et Eloi Laurin, de Charlemagne, et de la compagnie "Laurin & Frères", de Charlemagne, et continuer le commerce, industrie et entreprise commencés tels qu'actuellement possédés et exploités par "Laurin & Frères" et en conséquence faire le commerce de farine dans toutes ses branches, le commerce de grains de toutes sortes et faire l'acquisition des biens mobiliers et immobiliers lui appartenant, y compris l'achalandage, le stock, les biens, contrats, droits, valeurs, dettes actives et passives et payer le tout en argent et partie en actions, de telle sorte que la compagnie, dès qu'elle aura fait cette acquisition, soit de plein droit subrogée dans tous les droits de "Laurin & Frères" pour le recouvrement de ses créances et pour toutes autres fins sans qu'il soit besoin de transport, de signification ni enregistrement ;

Manufacturer, vendre ou autrement faire le commerce de toutes espèces de bois manufacturés ou non ;

Acquérir, posséder et exploiter des terres à culture ;

Construire, acquérir, posséder et exploiter de toutes façons des barges, allèges, remorqueurs et vaisseaux mus par la vapeur, l'électricité, la gazoline ou autrement et des quais, entrepôts et autres constructions nécessaires aux fins de commerce et exploitation ;

Vendre la force et le pouvoir électrique à toutes personnes, sociétés, compagnies ou corporations pour fins d'éclairage, chauffage ou comme pouvoir moteur, dans toutes les paroisses des comtés de l'Assomption, Montcalm et Joliette, P. Q. ;

Acheter, vendre, importer des marchandises, approvisionnements et autres articles ou objets utiles ou nécessaires aux fins de la cie ;

Faire de toutes manières quelconques les affaires de construction, agir comme constructeurs et entrepreneurs de ponts, bâtisses, machines, vaisseaux, chars, chemins, digues, barrages, écluses et toutes autres machines quelconques, publiques ou privés, soit pour le compte d'autres personnes, compagnies ou corporations, soit pour le compte de la compagnie ;

Eriger et maintenir des hôtels, maisons de pension et y faire les affaires d'hôteliers ;

Emprunter de l'argent et émettre des obligations, billets promissoires, bons, débentures, ou autres preuves de dettes et les garantir par hypothèques ou par garantie des immeubles appartenant à la compagnie ou autrement ;

Souscrire, détenir et payer des actions, des débentures ou autres valeurs d'une ou de plusieurs compagnies constituées en corporation ;

Acquérir l'actif et la clientèle de toutes maisons d'affaires de même nature que la sienne et les payer en tout ou en partie en actions libérées du capital-action de la compagnie ou autrement ;

Vendre, céder et aliéner des franchises et quelques-uns ou la totalité des droits, privilèges et pouvoirs possédés par la compagnie ainsi que ses entreprises ou toute partie d'icelles à toute personne, société ou compagnie pour tels prix et considération et aux termes et conditions qu'elle pourra juger convenable, et particulièrement pour les actions, soit privilégiées ou ordinaires, les bons, obligations ou autres valeurs de telles compagnies, sous le nom de "La Minoterie Moderne, limitée", avec un capital social de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

and machinery, water privileges, patent rights, trade marks and general property ;

To acquire by purchase, transfer, lease or otherwise the flour mill and other property of Messrs. Raoul Laurin and Eloi Laurin, of Charlemagne, and of the company "Laurin & Frères", of Charlemagne, and to continue carrying on the business, industry and undertaking commenced as presently owned and operated by "Laurin & Frères" and in consequence to carry on a flour business in all branches thereof, deal in grain of all kinds, and acquire the moveable and immoveable property belonging to them, including the goodwill, stock, property, contracts, rights, securities, assets and liabilities and to pay for the whole of the above in cash or partly in shares, in such a way that the company, as soon as it shall have acquired the above, shall be fully subrogated in all the rights of "Laurin & Frères" for the recovery of its claims and for all other purposes without the need of transfer, notice or registration ;

To manufacture, sell or otherwise deal in all kind of manufactured or un-manufactured wood ;

To acquire, own and exploit lands under cultivation ;

To construct, acquire, own and operate in every way barges, lighters, tugs and vessels propelled by steam, electricity, gasolene or otherwise and wharves, warehouses and other works necessary for the purposes of its business and undertaking ;

To sell electric power and energy to any persons, firms, companies or corporations for light, heat or motive power purposes in all the parishes of the counties of L'Assomption, Montcalm and Joliette, P. Q.

To buy, sell, import merchandise supplies and other goods or articles, useful or necessary for the company's purposes ;

To carry on generally the business of builders, act as builders and contractors of bridges, buildings, machinery, ships, cars, dams, embankments, locks and any other machinery whatever, public or private, either for other persons, companies or corporations or for this company ;

To erect and maintain hotels, boarding houses and to carry on the business of hotelkeepers ;

To borrow money and issue obligations, promissory notes, bonds or other evidences of indebtedness and to guarantee same by hypothecs or by liens on the immoveables belonging to the company or otherwise ;

To subscribe, hold and pay shares, debentures or other securities in one or several incorporated companies ;

To acquire the assets and goodwill of any business houses similar to the company and to pay for same in whole or in part in paid up shares of the capital stock of the company or otherwise ;

To sell, assign and alienate franchises and any or the whole of the rights, privileges and powers held by the company together with its undertakings or any part thereof to any person, firm or company for such price and consideration and upon such terms and conditions as may be deemed fit and particularly for shares, either preferred or common, bonds, obligations or other securities of such companies, under the name of "La Minoterie Moderne, limitée", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Charlemagne, dans le district de Joliette.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce septième jour de novembre 1918.

Le sous-secrétaire de la province,  
4153-46-2 C.-J. SIMARD.

**" J.-M. D'Aoust, limitée "**

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du septième jour de novembre 1918 constituant en corporation MM. Jean-Marie D'Aoust, Joseph-Emile Leduc, Albert Brunet, marchands; Jos.-Louis-Alphonse Bélisle, gérant et Alphonse Jodoin, cordonnier, tous de Montréal, dans les buts suivants :

Faire le commerce général de ferronnerie, quincaillerie, huiles et peintures et toutes autres choses s'y rapportant, agir comme courtier, facteur ou agent et exercer généralement aucun genre d'affaires commerciales, vendre, acheter, échanger, arrenter ou autrement céder les droits et biens de la compagnie ou pour la compagnie, en tout ou en partie, faire toutes autres choses reliées aux fins et objets ci-dessus et propres à les atteindre, se joindre à toutes personnes et compagnies faisant commerce semblable, sous le nom de "J.-M. D'Aoust, limitée", avec un capital social de dix mille piastres (\$10,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cinquante piastres (\$50.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce septième jour de novembre 1918.

Le sous-secrétaire de la province,  
4155-46-2 C.-J. SIMARD.

**" H.-E. Trudeau, limitée "**

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 7ième jour de novembre 1918, constituant en corporation MM. Hormisdas-Eusèbe Trudeau, marchand de bois, de la ville de Saint-Laurent, district de Montréal; H. Gérin-Lajoie, avocat et conseil du roi, Joseph-Henri Gérin-Lajoie, Henry Budyk, avocats et Joseph-Emile Côté, comptable, tous quatre des cités et district de Montréal, dans les buts suivants :

Manufacturer, acheter, vendre, échanger et autrement disposer de bois de charpente, de construction et de toute espèce de produits analogues et généralement de toute espèce de marchandises quelles qu'elles soient ;

Fabriquer, acheter, vendre et autrement faire le commerce de toutes sortes de machineries employées dans toutes les industries du bois et dans toutes les industries s'y rapportant ;

Acheter, vendre, louer ou autrement acquérir et disposer de limites forestières et de terres à bois, mettre en valeurs aucune terre pouvant être acquise par la compagnie dans le cours de ses affaires pour des fins agricoles ou pour toutes fins pour lesquelles telles terres seraient convenables, acquérir aussi des terres, des chutes d'eau et des droits de prise d'eau dans le but de faire des opérations industrielles avec pouvoir de les vendre, louer ou d'en disposer autrement ;

Produire de l'énergie électrique ou autre pouvoir pour les fins de ses propres affaires et disposer de leur excédant dans le comté Labelle et plus spécialement dans la paroisse de l'Annonciation ;

The principal place of business of the corporations, will be at Charlemagne, in the district of Joliette.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this seventh day of November, 1918.

C.-J. SIMARD,  
4154-46-2 Assistant Provincial Secretary.

**" J.-M. D'Aoust, limitée "**

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of November, 1918, incorporating Messrs. Jean Marie D'Aouest, Joseph Emile Leduc, Albert Brunet, merchants, Jos. Louis Alphonse Bélisle, manager, and Alphonse Jodoin, shoemaker, all of Montreal, for the following purposes :

To carry on a general business in ironware, hardware, oil and paint and everything else in connection therewith, to act as broker, factor or agent and generally exercise any kind of commercial business, to sell, purchase, exchange, lease or otherwise convey the rights and property of the company or for the company, in whole or in part, to do everything else relating to the hereabove purposes and objects and conducive for their attainment, to amalgamate with any persons and companies carrying on a similar business, under the name of " J. M. D'Aoust ", limitée", with a capital stock of ten thousand dollars (\$10,000.00), divided into two hundred (200) shares of fifty dollars (\$50.00) each.

The principal place of business of the corporation will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this seventh day of November, 1918.

C.-J. SIMARD,  
4156-46-2 Assistant Provincial Secretary.

**" H.-E. Trudeau, limitée "**

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the seventh day of November, 1918, incorporating Messrs. Hormisdas Eusèbe Trudeau, lumber merchant, of the town of Saint Laurent, district of Montreal, H. Gérin-Lajoie, advocate and King's Counsel, Joseph Henri Gérin-Lajoie, Henry Budyk, advocates, and Joseph Emile Côté, accountant, all four of the city and district of Montreal, for the following purposes :

To manufacture, purchase, sell, exchange and otherwise dispose of lumber, timber and all kinds of similar products and generally of all kinds of merchandise whatever ;

To make, purchase, sell and otherwise deal in all kinds of machinery employed in any lumber industries and in any industries connected therewith ;

To purchase, sell, lease or otherwise acquire and dispose of timber limits and wooded lands, turn to account any land that may be acquired by the company in the course of its business for agricultural purposes or any purposes for which such lands may be suitable, to also acquire lands, water powers and water rights for the purpose of carrying on industrial operations with power to sell, lease or otherwise dispose of same ;

To generate electric or other power for the purposes of its own business and dispose of any surplus, within the county of Labelle and more particularly in the parish of l'Annonciation ;

Acheter, nolisier ou autrement acquérir des vaisseaux, chalands, allèges et tous navires généralement et les exploiter pour les affaires de la compagnie seulement ;

Exercer toute autre industrie, manufacturière ou autre, que la compagnie jugera pouvoir convenablement exercer en rapport avec ses affaires ou de nature, directement ou indirectement, à augmenter ou rendre profitables aucune des propriétés ou des droits de la compagnie ;

Acquérir ou entreprendre en tout ou en partie les affaires, propriétés et passif de toute personne ou compagnie exerçant aucune industrie que la compagnie est autorisée d'exercer ou possédant des propriétés convenant aux objets de la compagnie ;

Demander, acheter ou autrement acquérir tous brevets, concessions et autres choses semblables, conférant des droits exclusifs, non exclusifs ou limités, ou aucun secret ou autre information se rapportant à aucune invention qui semblerait de nature à pouvoir être employée pour les fins de cette compagnie ou dont l'acquisition semblerait, directement ou indirectement, avantageuse pour cette compagnie ; les employer, utiliser, développer ou octroyer des licences, et autrement faire valoir les biens, droits, informations ainsi acquis ;

S'associer ou conclure des arrangements au sujet du partage des profits, la réunion des intérêts, la co-opération, les risques communs, les concessions réciproques ou autrement avec toute personne ou compagnie exerçant ou engagée ou se proposant d'exercer ou de s'engager dans une entreprise ou transaction que la présente compagnie est autorisée à exercer ou entreprendre, ou toute industrie ou transaction capable d'être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à cette compagnie, et prêter des fonds, garantir les contrats ou autrement assister toute telle personne ou compagnie ; prendre ou autrement acquérir et détenir des actions ou valeurs de toute telle compagnie, et les vendre, détenir réemettre avec ou sans garantie ou autrement en disposer ;

Prendre ou autrement acquérir et détenir des actions d'aucune autre compagnie ayant, en tout ou en partie, des objets similaires à ceux de la compagnie ou exerçant aucune industrie capable d'être, directement ou indirectement, avantageusement conduite pour la compagnie ;

Conclure des arrangements avec toutes autorités municipales, locales ou autres qui seront de nature à atteindre les objets de la compagnie, ou aucuns d'eux, et obtenir de ces autorités tous les droits, privilèges, concessions que la compagnie jugera désirable d'obtenir, et exécuter ou exercer et se conformer à tous tels arrangements, droits, privilèges et concessions ;

Vendre ou autrement disposer en tout ou en partie de l'entreprise de la compagnie, pour telle compensation que la compagnie jugera convenable, et en particulier pour des actions, débentures ou valeurs d'aucune autre compagnie ayant, en tout ou en partie, des objets similaires à ceux de cette compagnie ;

Vendre, améliorer, gérer, faire valoir, échanger, louer, exploiter, mettre en valeur ou autrement disposer, en tout ou en partie, de la propriété et des droits de la compagnie ;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou autrement acquérir aucune propriété personnelle et aucuns droits et privilèges que la compagnie jugera nécessaires ou utiles pour les fins de ses affaires et en particulier toute machinerie, installation et marchandises en magasin ;

Faire toutes ou aucune des choses ci-dessus comme principaux, agents, entrepreneurs ou autrement, soit seuls ou conjointement avec d'autres ;

To purchase, charter or otherwise acquire vessels, barges, lighters and any boats in general and operate them for the business of the company only ;

To exercise any other industry, manufacturing or otherwise, that the company may deem to suitably exercise in connection with its business or of a nature, directly or indirectly, to increase or render profitable any property or rights of the company ;

To acquire or undertake in whole or in part the business, property and liabilities of any person or company carrying on any business that the company is authorized to carry on or owning property suitable for the objects of the company ;

To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, concessions and other similar things conferring exclusive, non-exclusive or limited rights, or any secret or other information relating to any invention that may seem of a nature to be employed for the purposes of the company or whose acquisition may seem to be directly or indirectly advantageous to the company, and employ, make use of, develop or grant licenses for same and otherwise turn to account the property, rights, information so acquired ;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concessions or otherwise with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction similar to that which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction capable of being carried on so as directly or indirectly to benefit the company and to loan money to, guarantee the contracts of or otherwise assist any such person or company, and to take or otherwise acquire and hold shares or securities of any such company and to sell, hold, re-issue with or without guarantee or otherwise dispose of same ;

To take or otherwise acquire and hold shares of any other company having in whole or in part similar objects to those of the company or exercising any business capable of being directly or indirectly advantageously conducted for the company ;

To enter into arrangements with any authorities, municipal, local or otherwise that may be of a nature to attain the objects of the company, or any of them, and obtain from such authorities all the rights, privileges, concessions that the company may deem desirable to obtain, and carry out or exercise and comply with all such arrangements rights, privileges and concessions ;

To sell or otherwise dispose in whole or in part of the undertaking of the company for such compensation as the company may think suitable, and in particular for the shares, debentures or securities of any other company having in whole or in part similar objects to those of this company ;

To sell, improve, manage, turn to account, exchange, lease, exploit, ameliorate or otherwise dispose in whole or in part of the property and rights of the company ;

To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any personal property and any rights and privileges that the company may deem necessary or useful for the purposes of its business and in particular any machinery, installation and merchandise in store ;

To do all or any of the hereabove things as principals, agents, contractors or otherwise, either singly or jointly with others ;

Faire toutes telles autres choses qui sembleront nécessaires pour atteindre les objets ci-dessus, sous le nom de "H.-E. Trudeau, limitée", avec un capital social de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce septième jour de novembre 1918.

Le sous-secrétaire de la province,  
4157-46-2 C.-J. SIMARD.

**"Investments, Incorporated"**

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 7 novembre 1918, constituant en corporation MM. Alexander Falconer, avocat et conseil du Roi, Michael Arthur Phelan, avocat et conseil du roi, Joseph-Narcisse Pouliot, avocat, tous de la cité de Westmount, John Lesly Reay, comptable, et Lillian Montgomery Gamble, sténographe, les deux de la cité de Montréal, province de Québec, pour les fins suivantes :

Transiger les affaires d'une compagnie de placements ;

Souscrire, prendre, acheter ou autrement acquérir et détenir, comme principaux ou agents, et absolument comme propriétaires, par voie de garantie collatérale ou autrement, aussi vendre, échanger, transférer, céder ou autrement aliéner ou négocier des obligations, débetures, actions, parts ou autres valeurs d'aucun gouvernement, d'aucune corporation municipale ou scolaire, d'aucune banque autorisée, compagnie ou corporation légalement constituée, industrielle, financière ou autre ;

Promouvoir, organiser, développer, administrer, ou aider à promouvoir, organiser, développer ou administrer aucune corporation, compagnie, syndicat ou entreprise, prélever et aider à prélever de l'argent, aider aussi au moyen de bonus, prêt, promesse, versement, garantie d'obligations, de débetures ou d'autres valeurs d'aucune compagnie ou corporation, affaire ou entreprise ;

Enquêter, examiner, auditer, faire rapport, et garantir les obligations, l'état financier, les perspectives, le commerce, les affaires et conditions d'aucune personne, société ou corporation, aussi enquêter, examiner et faire rapport sur la légalité d'aucun titre ou l'émission d'aucunes actions, obligations ou débetures d'aucune corporation autorisée par la loi à faire une émission d'actions, d'obligations, de débetures, garantir la vente, aucun sceau, aucune signature ou acte de cession, vente ou transfert d'aucunes parts ou actions, ou autre propriété foncière ou personnelle ;

Donner aucune garantie pour le paiement de deniers, ou l'exécution d'aucune obligation ou entreprise par aucune personne, société ou corporation avec laquelle la compagnie peut avoir des relations d'affaires ;

Fournir et faire des dépôts, garantir les deniers requis pour aucune soumission ou demande de contrat, concession, décret, édit, propriété, privilège, ou pour l'exécution d'aucun contrat, concession, décret ou édit ;

Assumer, administrer, contrôler ou autrement s'occuper du commerce et des entreprises d'aucune corporation, société ou personne, lorsqu'il le sera nécessaire pour protéger les intérêts de la

To do all such other things as may seem necessary to attain the hereabove objects, under the name of "H. E. Trudeau, limitée", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporations, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial, Secretary, this seventh day of November, 1918.

C.-J. SIMARD,  
4158-46-2 Assistant Provincial Secretary.

**"Investments, Incorporated"**

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 7th November, 1918, incorporating Messrs. Alexander Falconer, advocate and King's Counsel, Michael Arthur Phelan, advocate and King's counsel, Joseph Narcisse Pouliot, advocate, all of the city of Westmount, John-Lesly Reay, accountant, and Lillian Montgomery Gamble, stenographer, both of the city of Montreal, province of Quebec, for the following purposes :

To carry on business as an investment company ;

To underwrite, subscribe for, purchase or otherwise acquire and hold either as principal or agent and absolutely as owner, by way of collateral security or otherwise and to sell, exchange, transfer, assign or otherwise dispose of or deal in the bonds, debentures, stocks, shares or other securities of any government or municipal or school corporation or of any chartered bank or of any duly incorporated company or corporation, industrial, financial or otherwise ;

To promote, organize, develop or manage or to assist in the promotion, organisation, development or management of any corporation, company, syndicate or undertaking and to raise and assist in raising money for and aid by way of bonus, loan, promise, instalment, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise, with any other company or corporation and to offer for public subscription any shares, stocks, bonds debentures or other securities of any company or corporation, business or under taking ;

To investigate, examine, audit and report on and guarantee the bonds, standing, prospects, business affairs and conditions of any person, firm or corporation and to investigate, examine and report on the legality of any title or the issue of the stock, bonds or debentures of any corporation authorized by law to make an issue of stock, bonds, or debentures, and to guarantee any sale or any seal or signature or act of assignment, sale or transfer of any shares or stock or other property, real and personal ;

To give any guarantee for the payment of money or the performance of any obligation or undertaking by any person, firm or corporation with which the company may have dealings ;

To furnish and provide deposits and guarantee funds required in relation to any tender or application for any contract, concession, decree, enactment, property or privilege or in relation to the carrying out of any contract, concession, decree or enactment ;

To undertake, manage, control or otherwise deal with the business and undertakings of any corporation, firm or individual when it may be necessary for the purpose of protecting the inte-

compagnie et les valeurs, collecter les réclamations et mener à terme aucune transaction ou obligation que la compagnie peut assumer ;

Acheter ou autrement acquérir ou prendre à bail, et améliorer, administrer, développer, exploiter ou autrement faire valoir et vendre ou autrement disposer d'aucune affaire, propriété ou entreprise ;

Acquérir l'actif, l'entreprise, la propriété, les privilèges, contrats ou droits d'aucune personne ou compagnie exerçant aucune industrie ou aucun commerce que la présente corporation peut exercer, et les payer par répartition d'actions du capital de la présente compagnie, pleinement acquittées ou autrement ;

Acheter, louer, échanger ou autrement acquérir des terrains et intérêts en ceux, avec aucunes bâtisses ou structures qui peuvent se trouver sur lesdits terrains ou aucun d'iceux ; et vendre, louer, échanger, hypothéquer, grever ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie des terrains, bâtisses ou structures maintenant ou ci-après érigées, prendre telle garantie jugée nécessaire ; construire des bâtisses et commercer sur le matériel de construction ; prendre ou détenir des mortgages et hypothèques en garantie d'aucune balance non payée sur le prix d'achat des terrains, bâtisses ou structures ainsi vendus, et vendre ou autrement négocier ces mortgages et hypothèques ;

Faire des prêts aux personnes en relations d'affaires avec la compagnie, aux termes et conditions jugés avantageux, et garantir l'exécution des contrats par aucunes telles personnes ;

Vendre ou autrement aliéner l'entreprise de la compagnie ou aucune partie d'icelle pour le prix que la compagnie croira convenable, et spécialement pour des actions, débetures ou valeurs dans aucune autre compagnie dont les objets sont semblables à ceux de la présente compagnie ;

Distribuer aucunes valeurs de la corporation, en espèces, aux membres ;

Rémunérer aucune personne pour services rendus ou à être rendus en faisant souscrire, aidant à faire souscrire, ou garantissant la souscription d'aucune des actions du capital de la compagnie, ou d'aucunes débetures, actions-obligations ou autres valeurs corporatives, ou dans ou à l'occasion de la formation ou de l'organisation de la compagnie, ou dans la gestion de ses affaires ;

Faire toutes ou aucune de ces choses comme principaux, agents, entrepreneurs, fidéicommissaires ou autrement, et soit seuls soit conjointement avec d'autres personnes, ou soit par l'entremise d'agents, sous-entrepreneurs, fiduciaires ou autres, sous le nom de "Investments Incorporated", avec un fonds social de dix mille piastres (\$10,000.00), divisé en cent parts (100) de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce septième jour de novembre 1918.

Le sous-secrétaire de la province,  
4159-46-2 C.-J. SIMARD.

**"St. Lambert Realty Company, Limited".**

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du septième jour de novembre 1918, constituant en corporation M.M. George-Vipond Cousins, avocat, de la cité de Montréal ; Charles-MacKay Cotton, avocat, de la cité de Westmount ;

rests of the company for the purpose of protecting the securities, realizing upon claims or carrying out any transaction or obligation which the company may have entered upon ;

To purchase or otherwise acquire or take on lease and improve, manage, develop, exploit or otherwise turn to account and to sell, lease or otherwise deal with any business, property or undertaking ;

To acquire the assets, enterprise, property, privileges, contracts or rights of any persons or company carrying on any industry or business which this company may carry on and to pay for the same by the allotment of shares of the stock of this company fully paid or otherwise ;

To purchase, lease, take in exchange or otherwise acquire lands or interests therein, together with any buildings or structures that may be on the said lands or any of them ; and to sell, lease, exchange, mortgage, hypothecate or otherwise dispose of the whole or any portion of the lands and all or any of the buildings or structures that are now or may hereafter be erected thereon and to take such security therefor as may be deemed necessary ; to erect buildings and deal in building material ; to take or hold mortgages and hypothecs for any unpaid balance of the purchase money on any of the lands, buildings or structures so sold and to sell or otherwise dispose of such mortgages and hypothecs ;

To make advances of money to persons having business dealings with the company and upon such terms as may seem expedient and to guarantee the performance of contracts by any such persons ;

To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit and in particular for shares, debentures or securities in any other company having objects similar to those of this company ;

To divide any of the assets of the company in specie among the members ;

To remunerate any person for services rendered or to be rendered in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any of the shares of the company's capital stock or any debentures, debenture stock or other securities of the company or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business ;

To do all or any of such things either as principals, agents, contractors, trustees or otherwise and either alone or in conjunction with others either by or through agents, sub-contractors, trustees or otherwise, under the name of "Investments Incorporated", with a capital stock of ten thousand (dollars \$10,000.00), divided into one hundred (100) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this seventh day of November 1918.

C.-J. SIMARD,  
4160-46-2 Assistant Provincial Secretary.

**"St. Lambert Realty Company, Limited".**

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 7th day of November, 1918, incorporating Messrs. George-Vipond Cousins, advocate, of the city of Montreal, Charles Mackay Cotton, advocate, of the city of Westmount, Egbert William Westover, advocate,

Egbert-William Westover, avocat ; Rosalind Stuart et Isabella Stewart Macfarlane, sténographes, tous de la cité de Montréal, pour les fins suivantes :

Acheter, louer ou autrement acquérir, soit pour placement ou revente, et détenir soit comme propriétaire absolu ou autrement, et vendre aux termes et conditions que la compagnie trouvera convenables ; et transiger sur terrains, maisons et autres propriétés d'aucune tenure quelconque et d'aucun intérêt en icelles, vendre et négocier des rentes foncières de location ou franche tenure, et généralement faire commerce et trafiquer par vente, louage, échange ou autrement, de terrains et propriétés à bâtir ainsi que d'aucune autre propriété foncière ou personnelle ; exercer un commerce général de courtage en immeubles, y compris la charge des enquêtes, estimations, ventes, échanges, baux, subdivisions et autres choses semblables ;

Développer et faire valoir aucun terrain que la compagnie aura acquis ou dans lequel elle sera intéressée, et spécialement en le subdivisant et préparant pour fins de construction, ou autrement, aussi en construisant, altérant, démolissant, décorant, entretenant, meublant, finissant et améliorant des bâtisses, en plantant d'arbres, pavant, drainant, enrichissant et cultivant, louant à bail ou convention commerciale, en prêtant des deniers, passant contrats et arrangements de toutes sortes avec les constructeurs, entrepreneurs, locataires ou autres ;

Construire, édifier, bâtir, réparer, altérer des bâtisses et d'autres structures, et acheter, vendre et trafiquer de bâtiments de toutes les catégories et descriptions, de la pierre, chaux, du sable, de la brique, du bois, de la quincaillerie et autres articles indispensables dans la construction ;

Faire et conclure aucun arrangement ou contrat pour le pavage, le macadamisage, le nivellement, le nettoyage ou l'arrosage des rues ou chemins, aussi pour la construction, l'ouverture et réparation des conduits, citernes, drains, égouts, rues ;

Acquérir par achat, bail ou autrement, ou assumer la totalité ou aucune partie du commerce, de la propriété ou du passif d'aucune personne ou compagnie exerçant aucun commerce que la présente corporation est autorisée à exercer, ou en possession de biens convenant aux fins de la présente compagnie, et les payer, totalement ou partiellement en obligations, en débetures, en actions libérées ou avec d'autres valeurs de la corporation ;

Acquérir par achat, bail ou autrement, ou souscrire des actions, obligations, débetures ou d'autres valeurs dans aucune autre compagnie exerçant, ou sur le point d'exercer ou de se livrer à aucun commerce que la présente compagnie est autorisée à exercer, et les vendre, les détenir, réémettre avec ou sans garantie, ou autrement les négocier ;

Emettre et distribuer des actions libérées de la compagnie en paiement intégral ou partiel d'aucun commerce, des franchises, entreprises, propriété, droits, pouvoirs, privilèges, baux, licences ou contrats que la compagnie peut acquérir ;

Vendre, louer ou autrement aliéner la propriété et l'entreprise de la compagnie, ou d'aucune partie d'icelles, pour le prix qu'elle jugera convenable, et particulièrement pour des actions, débetures, obligations ou valeurs d'aucune autre corporation ;

Conclure aucun arrangement relatif au partage des bénéfices, à l'union des intérêts, à la coopération, au risque conjoint, à la concession réciproque, ou autre, avec aucun gouvernement, aucune autorité municipale ou locale, ou avec

Rosalind Stuart and Isabella Stewart Macfarlane, stenographers, all of the city of Montreal, for the following purposes :

To purchase, lease or otherwise acquire, either for investment or re-sale, and to hold, either absolutely as owner or otherwise, and to sell on such terms and conditions as the company may deem expedient and to traffic in, land, houses and other property of whatsoever tenure, and any interest therein, and to create, sell and deal in freehold and leasehold ground rents and generally to deal and traffic by way of sale, lease, exchange or otherwise, in land and house property and any other property whether real or personal ; to carry on a general real estate agency business, including the undertaking of investigations, valuations, sales, exchanges, leases, subdivisions and the like ;

To develop and turn to account any land acquired by or in which the company is interested, and in particular by laying out and preparing the same for building purposes or otherwise, and by constructing, altering, pulling down, decorating, maintaining, furnishing, fitting up and improving buildings, and by planting, paving, draining, farming, cultivating, letting on business lease or business agreement, and by advancing money to and entering into contracts and arrangements of all kinds with builders, contractors, tenants or others ;

To construct, erect, build, repair and alter buildings and other structures, and to buy, sell and deal in buildings of all kinds and descriptions and in stone, lime, sand, bricks, timber, hardware and other building requisites ;

To make and to enter into any agreement or covenant for paving, macadamizing, grading, cleaning or watering streets or highways, and for the construction, opening and repairing of conduits, cisterns, drains, sewers or streets ;

To acquire by purchase, lease or otherwise, or to undertake the whole or any part of the business, property or liabilities of any person or company carrying on any business which this company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purpose of this company, and to pay for the same either in whole or in part in bonds, debentures, fully paid-up shares or other securities of the company ;

To acquire by purchase, lease or otherwise, or to take the shares, bonds, debentures, or other securities of any company carrying on or about to carry on or engage in any business which this company is authorized to carry on, and to sell, hold, re-issue, with or without guarantee, or otherwise deal with the same ;

To issue and allot fully paid shares of the company in payment or part payment of any business, franchise, undertaking, property, right, power, privilege, lease, license, or contract, which the company is authorized to acquire ;

To sell, lease or otherwise dispose of the property and undertaking of the company, or any part thereof, for such consideration as the company may see fit, and in particular for shares, debentures, bonds or securities of any other company ;

To enter into any arrangement for sharing profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any government, municipal or local authority, or with any person or company carrying on or

aucune personne ou compagnie exerçant, se livrant à, ou sur le point d'exercer ou de se livrer à aucun commerce ou genre d'affaires que la présente corporation est autorisée à exercer ou auquel elle peut se livrer, ou aucun commerce ou genre d'affaires susceptible d'être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, aussi garantir l'exécution des contrats, avec ou sans cautionnement, prêter de l'argent, ou autrement aider aucune telle personne ou compagnie, ou aucune personne ou compagnie qui entreprendra de construire ou d'améliorer aucune propriété dans laquelle la corporation a des intérêts, et généralement telle personne ou compagnie, aux termes et conditions que la corporation trouvera convenables, et particulièrement en faveur des locataires, constructeurs et entrepreneurs ;

Assurer le paiement des argents garantis par ou payables en vertu de débentures, actions, contrats, hypothèques, charges, obligations ou autres valeurs d'aucune compagnie ou entreprise dont les objets sont, en tout ou en partie, semblables à ceux de la présente corporation ;

Conclure, avec aucun gouvernement, aucune autorité fédérale, provinciale, municipale, locale ou autre, aucun arrangement qui paraîtra avantageux aux objets de la compagnie, ou à aucun d'iceux ;

Placer les deniers disponibles de la compagnie sur les valeurs, et en disposer de la manière qui seront de temps à autre déterminées ;

Distribuer, en espèces, à ses actionnaires aucune propriété de la compagnie ;

Faire toutes les choses ci-haut mentionnées, ou aucune d'icelles, comme principaux, agents, entrepreneurs ou procureurs ;

Faire toutes les autres choses qui se rattachent ou tendent à l'accomplissement d'aucun des objets précités ;

Aucun pouvoir octroyé dans aucun paragraphe des présentes ne sera limité ou restreint par référence au nom de la compagnie ou à aucun autre paragraphe des présentes ou déduction d'icelui, sous le nom de "St. Lambert Realty Company, Limited", avec un fonds social de cent mille piastres (\$100,000.00), divisé en mille (1,000) parts de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la compagnie, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce septième jour de Novembre 1918.

Le sous-secrétaire de la province,  
4219-46-2 C.-J. SIMARD.

engaged in, or about to carry on or engage in, any business or transaction which this company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit this company, and to guarantee the contracts of, either with or without security, and to lend money to, or otherwise assist any such person or company, or any person or company undertaking to build on or improve any property in which the company is interested, and generally such person or company and upon such terms and conditions as the company may think fit, and in particular to tenants, builders and contractors ;

To guarantee the payment on money secured by or payable under or in respect of bonds, shares, contracts, mortgages, charges, obligations, or other securities of any company or undertaking having objects altogether or in part similar to those of this company ;

To enter into any arrangements with any government or authority, federal, provincial, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects or any of them ;

To invest and deal with the moneys of the company not immediately required, upon such securities and in such manner as may from time to time be determined ;

To distribute any of the property of the company in specie among its shareholders ;

To do all or any of the above things as principals, agents, contractors or attorneys ;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of any of the above objects ;

Any power granted in any paragraph hereof shall not be limited or restricted by reference to or inference from any other paragraph hereof or by reference to or inference from the name of the company, under the name of "St. Lambert Realty Company, Limited", with a capital stock of one hundred thousand dollars (\$100,000.00), divided into one thousand (1000) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this seventh day of November, 1918.

C.-J. SIMARD,  
4220-46-2 Assistant Provincial Secretary.

## Demandes à la législature

Avis public est par le présent donné que le sous-signé, M. Onesiphore-E. Talbot, de la cité de Québec, percepteur du revenu, donne avis qu'il s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi pour les fins suivantes :

Pour faire annuler le testament, en date du 19 septembre 1912, de feu Dame Mary-Ann-Law Guilmartin, épouse dudit O.-E. Talbot, en son vivant de la cité de Québec, lequel testament a ainsi été fait, grâce à une conspiration ourdie depuis longtemps par plusieurs personnes et son père adoptif, feu Laurence-J. Guilmartin et sa femme, en vue de dépouiller ledit O.-E. Talbot

## Applications to the Legislature

Public notice is hereby given that Onesiphore-E. Talbot esq., of the city of Quebec, collector of provincial revenue, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to secure the passing of an act for the following object :

To nullify the testament, dated 19th September, 1912 of the late Dame Mary-Ann-Law Guilmartin, wife of the said O.-E. Talbot, in her lifetime of the city of Quebec, said will having been made under the pressure of a conspiracy devised and for a long time carried on by different parties and her adopted father, the late Laurence-J. Guilmartin, and his wife, for the purpose of depriving the

de ses droits dans la succession de son épouse, laquelle conspiration a été découverte depuis la mort de ladite Dame Talbot par des lettres dudit feu L.-J. Guilmartin, maintenant en la possession dudit O.-E. Talbot, et aussi pour faire mettre côté de ledit testament comme entaché du vice légal d'immoralité.

Le procureur du requérant,

M.-A. LEMIEUX.

Québec, 15 novembre 1918. 4241-47-4

Avis public est par le présent donné que "The Boys' Home of Montreal" et les directeurs de "The Boys' Farm and Training School", demanderont à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, l'adoption de lois amendement une loi relative à "The Boys' Home of Montreal", chap. 138 des Statuts 8 Édouard VII, Québec, de manière à rompre le lien qui existe actuellement entre "The Boys' Home of Montreal" et "The Boys' Farm and Training School", pour amender les chartes des deux institutions, et pour d'autres objets.

Les procureurs des requérants,

CAMPBELL, McMASTER,

ANGERS & BRUNEAU.

Montréal, 19 novembre 1918. 4269-47-4

Avis est par les présentes donné que le soussigné, Joseph Cadieux, comptable, de la ville Montréal-Nord, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander la passation d'une loi modifiant son nom et prénoms et ratifiant sa signature, telle qu'employée dans le passé.

JOSEPH CADIEUX.

Montréal, 8 novembre 1918. 4223-46-4

Avis est par les présentes donné que Raoul Dandurand, sénateur; Samuel-Hamilton Ewing, marchand; Joseph-Armitage Ewing, avocat; tous trois de la cité de Montréal; Ernest-Augustus Macnutt, de la cité de Westmount, trésorier; et J.-Cléophas Blouin, de la cité de Lévis, shérif, s'adresseront à la Législature, à sa prochaine session, pour la passation d'une loi incorporant sous le nom de "Levis Tramways Company" avec, outre les pouvoirs généralement accordés à une compagnie de chemin de fer, ceux d'acquérir les propriétés, droits et franchises appartenant actuellement à la "Levis County Railway" et pour d'autres fins.

Le procureur des requérants,

4227-46-4

J.-ARMITAGE EWING.

Avis est par les présentes donné que MM. les abbés Joseph-A.-E. Bernier, de Saint-Victor; Denis Caron, de Saint-Victor; J.-Alfred Morisset, de Saint-Joseph; dans le comté de Beauce, et MM. les chanoines Chs-Joseph Hallé et Charles-E. Gagné, de la cité de Québec, s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi les constituant en corporation, sous le nom de l'Œuvre des vocations tardives, avec les pouvoirs ordinaires accordés aux corporations civiles.

Pour les requérants,

Les procureurs,

RIVARD, CHAUVEAU & MARCHAND.

Québec, 7 novembre 1918. 4167-46-4

Avis est par les présentes donné que MM. Alfred Goyette, marchand; Joseph-Arthur Vaillancourt, aussi marchand; Léon Dubois, médecin, et Joseph-M. Savignac, notaire, tous de Montréal, s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir des amendements à la loi 8, Georges V, chapitre 84,

said O.-E. Talbot of his rights in his wife's estate, which said conspiracy has been disclosed since the death of the late Dame Talbot through letters written by the said late L. J. Guilmartin now in the possession of the said O.-E. Talbot, and to set aside the said will as being attainted with the legal vice of immorality.

M.-A. LEMIEUX.

Attorney for petitioner

Quebec, 15th November, 1918. 4242-47-4

Public notice is hereby given that "The Boys' Home of Montreal" and the directors of "The Boys' Farm and Training School", at the next session of the Legislature of the Province of Quebec, will make application for the passing of acts to amend an act recpecting "The Boys' Home of Montreal", chapter 138 of the Statutes of 8 Edward VII, Quebec, to bring to an end the connection which now exists between "The Boys' Home of Montreal" and "The Boys' Farm and Training School", to amend the charters of both institutions, and for other purposes.

CAMPBELL, McMASTER,

ANGERS & BRUNEAU.

Attorneys for applicants.

Montreal, 19th November, 1918. 4270-47-4

Notice is hereby given that the undersigned, Joseph Cadieux, accountant, of the town of Montreal-North, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an act modifying his name and surname and ratifying his signature, as employed in the past.

JOSEPH CADIEUX.

Montreal, 8th November, 1918. 4224-46-4

Notice is hereby given that Raoul Dandurand, senator; Samuel-Hamilton Ewing, merchant; Joseph-Armitage Ewing, advocate, all three of the city of Montreal; Ernest-Augustus Macnutt, treasurer, of the city of Westmount; and J.-Cléophas Blouin, of the city of Lévis, sheriff; will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an act incorporating them under the name of "Levis Tramways Company" with, besides the powers generally granted to a railway company, the power to acquire the property, rights and franchises now owned by the Levis County Railway and for other purposes.

J.-ARMITAGE EWING,

4228-46-4

Solicitor for applicants.

Notice is hereby given that the reverend Joseph-A.-E. Bernier, of Saint-Victor; Denis Garon, of Saint-Victor; J.-Alfred Morisset, of Saint-Joseph, in the county of Beauce, and Reverend Chs-Joseph Hallé and Charles-E. Gagné, of the city of Quebec, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for an act incorporating them under the name of l'Œuvre des vocations tardives, with the ordinary powers granted to civil corporations.

For the applicants,

RIVARD, CHAUVEAU & MARCHAND,

Attorneys.

Quebec, 7th November, 1918. 4168-46-4

Notice is hereby given that Messrs. Alfred Goyette, merchant; Joseph-Arthur Vaillancourt, also merchant; Léon Dubois, physician, and Joseph-M. Savignac, notary, all of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for to obtain amendments to the act 8 George V, chapter 84, being

étant la loi amendement la charte de la dictée Montréal spécialement; proposeront le rappel et l'abrogation des sections 2 à 24, inclusivement, de la dite loi concernant l'administration de la cité de Montréal, et proposeront, aux lieux et places des dites sections créant une commission administrative pour la dite cité de Montréal, un seul corps d'échevins et d'un maire élus par les contribuables de la dite cité; ils proposeront, de plus, des amendements à la loi 7, Georges V, chapitre 60, section 28, qui a créé une commission chargée de rédiger un contrat de franchise de tramways entre la cité de Montréal et la compagnie de tramways de Montréal, et à la loi 8, George V, chapitre 84, section 75, ratifiant ce contrat, et demanderont l'abrogation de la dite franchise et du dit contrat octroyés à la compagnie des tramways de Montréal; et proposeront que toute franchise ou privilège exclusif concernant toute compagnie d'utilité publique ne puisse être accordé et ne soit valable que s'il est accordé par les représentants directs des électeurs de la dite cité de Montréal et n'entre en vigueur et n'ait d'effet qu'après avoir été ratifié par le vote de la majorité des électeurs de la dite cité dûment inscrits sur les listes électorales.

Le procureur des requérants,

J.-P. LANCTOT.

Montréal, 12 novembre 1918. 4173—46-4

Avis est par le présent donné que Isaac Kander, marchand; Saul Bierbrier, épicière; Simon Miller, marchand; Mendel Rashkin, marchand; Louis Cohen, marchand de chaussures; Morris Hotz, marchand; Simon Liebovitz, marchand; Rafel Denenberg, épicière; Abe Clementofsky, épicière; Louis Pressner, restaurateur; Rubin Morowitz, marchand; Jake Cohen, marchand; Harry Bassel, marchand; Jake Jacobs, marchand, Fischel Cohen, marchand, et Sam Pearson, marchand, tous de Montréal, demanderont à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, l'adoption d'une loi les constituant en congrégation religieuse de la croyance Hébraïque, sous de nom de "Congregation Beth Hamedrash Hagadol", avec les pouvoirs ordinaires octroyés à ces corporations.

Le procureur des requérants,

J.-A. BUDYK.

Montréal, 11 novembre 1918. 4187—46-4

Avis public est par le présent donné qu'à la prochaine session de l'Assemblée législative de la province de Québec, un projet de loi sera présenté demandant la constitution en corporation de l'école des enfants infirmes, avec les pouvoirs habituels de posséder et administrer la propriété mobilière et immobilière; de faire des règlements de régie et contrôle, les droits, pouvoirs et privilèges dont jouissent, d'ordinaire, les corporations philanthropiques dans la province de Québec.

L'avocat des requérants,

R.-STANLEY WEIR, C. R.

203 édifice "Transportation".

Montréal, 26 octobre 1918. 4065—45-4

Avis public est donné que Le Club Canadien, de Montréal, s'adressera à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour faire adopter une loi modifiant sa charte, 39 Vic., ch. 75, telle qu'amendée par le statut 5 Ed. VII, ch. 93, notamment en ce qui a trait au montant de la contribution annuelle des membres à vie et au mode de le fixer, et pour d'autres fins.

L'avocat du Club Canadien,

ROMUALD ROY.

Montréal, 31 octobre 1918. 4079—45-4

the act amending especially the charter of the city of Montreal; will propose the repeal and abrogation of sections 2 to 24, inclusively, of the said act respecting the administration of the city of Montreal, and will propose in the stead and place of the said sections establishing and administrative commission for the said city of Montreal, a single body of aldermen and a mayor elected by the rate-payers of the said city; they will moreover propose amendments to the Act 7, George V, chapter 60, section 28, which established a commission charged with the duty of drawing up a tramways franchise contract between the city of Montreal and the Montreal Tramways Company, and to the Act 8, George V, chapter 84, section 75, ratifying the said contract, entered into with the Montreal Tramways Company; and will propose that any exclusive franchise or privilege respecting any public utility company be only granted and be only valid if granted by the direct representatives of the electors of the said city of Montreal, and come into force and have effect only on being ratified by the vote of the majority of the electors of the said city duly inscribed on the electoral lists.

J.-P. LANCTOT,

Attorney for petitioners.

Montreal, 12th November, 1918. 4174—46-4

Notice is hereby given that Isaac Kander, merchant; Saul Bierbrier, grocer; Simon Miller, merchant; Mendel Rashkin, merchant; Louis Cohen, shoe merchant; Morris Hotz, merchant; Simon Liebovitz, merchant; Rafel Denenberg, grocer; Abe Clementofsky, grocer; Louis Pressner, restaurant-keeper; Rubin Morowitz, merchant; Jake Cohen, merchant; Harry Bassel, merchant; Jake Jacobs, merchant; and Fischel Cohen, merchant, and Sam Pearson, merchant, all of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for an act incorporating them as a religious congregation of the Jewish faith, under the name of "Congregation Beth Hamedrash Hagadol" with the ordinary powers granted to such corporations.

J.-A. BUDYK,

Attorney for applicants.

Montreal, 11th November, 1918. 4188—46-4

Public notice is hereby given that at the next session of the Legislative Assembly of the Province of Quebec, a bill will be presented asking for the incorporation of the school for crippled children as a body politic and corporate, with the usual powers for holding and administering property moveable and immoveable; the making of by-laws for administration and management and the rights and powers and privileges commonly conferred upon philanthropic corporations in the Province of Quebec.

R.-STANLEY WEIR, K. C.,

Solicitor for applicants.

203 "Transportation" building.

Montreal, 26th October, 1918. 4066—45-4

Public notice is hereby given that Le Club Canadien, of Montreal, will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, for the passing of an act to amend its charter, 39 Vic., chap. 75, as amended by 5 Edward VII, chap. 93, and in particular in reference to the amount of the annual dues of life members and the mode of fixing such amount, and for other purposes.

ROMUALD ROY,

Attorney for applicant.

Montreal, 31st October, 1918. 4080—45-4

Avis public est par le présent donné que demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, d'adopter une loi constituant en corporation "The Osteopathic Association of the Province of Quebec", avec siège social dans la cité de Montréal, dite province, avec autorisation d'enseigner et pratiquer l'ostéopathie, de licencier et surveiller convenablement les praticiens de l'ostéopathie, et de faire toutes les autres choses qui seront essentielles à la bonne pratique de l'ostéopathie dans ladite province.

Les avocats des requérants,  
PATTERSON & JACOBS.  
Montréal, 24 octobre 1918. 4067—45-4

Public notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an act to incorporate The Osteopathic Association of the Province of Quebec, with head office at the city of Montreal, said province, with authority to teach and practise osteopathy, to license and suitably supervise and control osteopathic practitioners, and to do all such other matters as are essential for the proper practice of osteopathy within said Province.

PATTERSON & JACOBS,  
Solicitors for applicants.  
Montreal, 24th October, 1918. 4068—45-4

Avis public est par le présent donné que l'Institut Trafalgar demandera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, l'adoption d'une loi amendement sa charte de manière à ce qu'il soit pourvu à la représentation de l'Eglise de Saint-André et Saint-Paul, dans le conseil des gouverneurs dudit Institut Trafalgar, et pour autres fins.

Les avocats des requérants,  
BUSTEED & ROBERTSON.  
Montréal, 2 novembre 1918. 4069—45-4

Public notice is hereby given that the Trafalgar Institute will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session for an Act to amend its charter by providing for the representation of the church of Saint Andrew and Saint Paul on the board of Governors of said Trafalgar Institute, and for other purposes.

BUSTEED & ROBERTSON,  
Solicitors for applicants.  
Montreal, 2nd November, 1918. 4070—45-4

Avis est par les présentes donné que les révérendes sœurs Marie-Marguerite, née Julie Michaud, sœur Marie-Magdalene, née Catherine McDonough et sœur Marie-Luc, née Marie-Serafini, toutes trois de la communauté des sœurs Franciscaines missionnaires de l'Immaculée-Conception, établie en la cité de Montréal, s'adresseront à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour l'incorporation civile de leur communauté, suivant les lois de la province de Québec, et l'octroi des pouvoirs et droits civils généralement accordés à des communautés religieuses.

Les procureurs des requérantes,  
ST. JACQUES, FILION, HOULE &  
LAMOITHE.  
Montréal, le 5 novembre 1918. 4087—45-4

Notice is hereby given that the Reverend Sisters Marie-Marguerite, née Julie Michaud, Sister Mary-Magdalene, née Catherine McDonough and Sister Marie-Luc, née Marie-Serafini, all three of the community of the Soeurs Franciscaines Missionnaires de l'Immaculée-Conception, established in the city of Montreal, will apply to the Quebec Legislature, at its next session, for the civil incorporation of their community, according to the laws of the Province of Quebec, and the granting of civil rights generally granted to religious communities.

ST. JACQUES, FILION, HOULE  
& LAMOITHE,  
Attorneys for applicants.  
Montreal, 5th November, 1918. 4088—45-4

## Département du trésor

## Treasury Department

### Avis d'annulation d'enregistrement de société charitable

### Notice of cancellation of registration of a charitable association

Avis est par le présent donné que le permis accordé à la "Société Catholique protectrice des femmes et des enfants", société charitable incorporée le 6 novembre 1914, sous le nom de "Association du pain des pauvres", n'ayant pas été renouvelé tel que requis, l'enregistrement de ladite société est *ipso facto* annulé, en vertu des dispositions de l'article 6952 des Statuts refondus de la province de Québec, 1909, et en vertu des dispositions de l'article 6938 des mêmes statuts, ladite société n'est plus autorisée à transiger des affaires dans cette province.

Donné conformément aux dispositions de l'article 6950 des Statuts précités, ce quinzième jour de novembre 1918.

Pour le trésorier de la province de Québec.  
Le surintendant des assurances,  
EDW.-E. DUCKWORTH.  
Branche des assurances,  
Département du trésor, Québec. 4229—47-2

Notice is hereby given that the license granted to the "Société Catholique protectrice des femmes et des enfants", a charitable association incorporated the 6th of November, 1914, under the name of "Association du pain des pauvres", having not been renewed as required, the registration of the said association is *ipso facto* cancelled, pursuant to the provisions of article 6952 of Revised Statutes of Quebec, 1909, and pursuant to the provisions of article 6938 of the same Statutes, the said association is not further authorized to transact business in this province.

Given pursuant to the provisions of article 6950 of the above mentioned Statutes, this fifteenth day of November, 1918.

For the treasurer of the Province of Quebec.  
EDW.-E. DUCKWORTH,  
Superintendent of insurance.  
Insurance Branch,  
Treasury Department, Québec. 4230—47-2

*Avis de formation de société charitable*

Avis est par le présent donné que la formation d'une société charitable sous le nom de "South of France Relief Committee" a été autorisée le quatorzième jour de novembre 1918 par un ordre en Conseil portant le numéro 1571.

Le but de la société est déclaré être : De procurer des secours aux soldats de France qui sont malades et blessés, ainsi qu'à leurs épouses et leurs enfants, et les assister en prenant soin des réfugiés qui ont perdu leurs demeures, et tout autre travail de même nature, au moyen de contributions volontaires, souscriptions, dons ou donations de la part de ses membres et du public.

Le siège principal d'affaires de ladite société est situé dans la cité de Montréal.

Donné conformément aux dispositions du paragraphe 4 de l'article 6896 des Statuts refondus de Québec, 1909, ce seizième jour de novembre 1918.

Pour le trésorier de la province de Québec,  
Le surintendant des assurances,  
EDW.-E. DUCKWORTH.  
Branche des assurances,  
Département du trésor, Québec. 4231

*Notice of formation of a charitable association.*

Notice is hereby given that the formation of a charitable association under the name of "South of France Relief Committee" has been authorized the fourteenth day of November, 1918 by an Order-in-Council bearing the number 1571.

The purposes of the association are stated to be: To afford relief to the sick and wounded soldiers of France and their wives and children, and to assist in taking care of refugees who have lost their homes, and other work of a similar nature, by means of voluntary contributions, subscriptions, gifts or donations from its members or from the public.

The head office of the said association is situated in the city of Montreal.

Given pursuant to the provisions of paragraph 4 of article 6896 of Revised Statutes of Quebec, 1909, this sixteenth day of November, 1918.

For the treasurer of the Province of Quebec,  
EDW.-E. DUCKWORTH,  
Superintendent of insurance.  
Insurance Branch,  
Treasury Department, Quebec. 4232

*Avis d'émission de permis supplémentaire.*

Avis est par le présent donné que la "Women's Benefit Association of the Maccabees", société de secours mutuels, ayant son principal siège d'affaire dans la ville de Port-Huron, de l'état du Michigan, dans les états-unis d'Amérique, a obtenu un permis supplémentaire et a été enregistré à l'effet de faire l'assurance sur la vie des enfants, dans la province de Québec, en plus de l'assurance au décès déjà autorisée en vertu du permis No 37, actuellement en vigueur.

Donné conformément aux dispositions du paragraphe 6 de l'article 6935 et de l'article 6950 des Statuts refondus de la province de Québec, 1909, ce huitième jour de novembre 1918.

Pour le trésorier de la province de Québec,  
Le surintendant des assurances,  
EDW.-E. DUCKWORTH.  
Branche des assurances,  
Département du trésor, Québec. 4151-46-2

*Notice of issue of supplementary license.*

Notice is hereby given that the "Women's Benefit Association of the Maccabees", a mutual benefit association, having its head office in the city of Port Huron, in the state of Michigan, in the United States of America, has obtained a supplementary license and has been registered for the purpose of transacting, in the Province of Quebec, the business of "Child Insurance", in addition to "Death Benefit Insurance" already authorized in virtue of license No. 37, now in force.

Given pursuant to the provisions of paragraph 6 of article 6935 and article 6950 of Revised Statutes of Quebec, 1909, this eighth day of November, 1918.

EDW.-E. DUCKWORTH,  
Superintendent of insurance.  
For the treasurer of the Province of Quebec.  
Insurance Branch,  
Treasury Department, Quebec. 4152-46-2

Avis est par le présent donné que le certificat d'enregistrement accordé à la "Guardian Insurance Company of Canada" autorisant cette compagnie à transiger, dans la province de Québec, des affaires d'assurance contre les accidents, la maladie, le vol, des bris de glace et l'assurance de garantie, a été, ce jour, modifié, lui accordant le droit de transiger l'assurance contre le feu.

Le nom et l'adresse de l'agent chef pour la province de Québec, sont : H.-M. Lambert, Montréal, Qué.

Donné conformément à l'article 6950 S.R.P.Q., 1909, ce quatorzième jour de novembre 1918.

Pour le trésorier de la province,  
Le surintendant des assurances,  
4225-46-2 EDW.-E. DUCKWORTH.

Notice is hereby given that the certificate of registry issued to "The Guardian Insurance Company of Canada" authorizing it to transact, throughout the Province of Quebec, the business of accident, sickness, guarantee and plate glass insurance has, this day, been extended to include the business of fire insurance.

The name and address of the chief agent for the Province of Quebec, are H.-M. Lambert, Montreal, Que.

Given pursuant to article 6950 R.S.P.Q., 1909, this fourteenth day of November, 1918.

For the treasurer of the Province of Quebec,  
EDW.-E. DUCKWORTH,  
Superintendent of insurance  
4226-46-2

## Ministère de l'agriculture

## Department of Agriculture

Avis public est par les présentes donné que le cercle agricole ci-après mentionné ayant transmis au ministère de l'agriculture la déclaration voulue par la loi, et s'étant conformé aux exigences de l'article 1861 des Statuts refondus de Québec, 1909, le soussigné autorise la formation de ce cercle qui est, par la présente, constitué en corporation.

Dans le comté de Saguenay, le cercle ci-dessous est autorisé sous le nom suivant :

"Cercle agricole de la paroisse de Saint-François-d'Assise".

Le sous-ministre de l'agriculture,

J.-ANTONIO GRENIER

Quebec, le 18 novembre 1918. 4233

Public notice is hereby given that the farmers club hereinafter mentioned, having transmitted to the Department of Agriculture the declaration required by law, and having complied with all the provisions of article 1861 of the Revised Statutes of Quebec, 1909, the undersigned authorizes the formation of such club, which is hereby, constituted a corporation.

In the county of Saguenay, the following club is authorized under the following name, to wit : "Farmers' Club of the parish of Saint-François-d'Assise".

J. ANTONIO GRENIER,

Deputy minister of Agriculture.

Quebec, 18th November, 1918. 4234

## Actions en séparation de biens

## Actions for separation as to property

Canada, province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 4868. Dame Méline Hamelin, épouse commune en biens de Louis Archambault, commerçant, des cité et district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse ; vs ledit Louis Archambault, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour.

Les avocats de la demanderesse,

BESSETTE & DUGAS.

Montréal, 18 novembre 1918. 4257

Canada, Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 4868. Mrs. Méline Hamelin, wife common as to property of Louis Archambault, trader, of the city and district of Montreal, duly authorized to ester en justice, plaintiff ; vs the said Louis Archambault, defendant.

An action in separation as to property has been instituted, this day.

BESSETTE & DUGAS,

Attorneys for plaintiff.

Montreal, 18th November, 1918. 4258

Province de Québec, district de Saint-François, Cour supérieure, No 930. Dame M.-L.-Anna Vachon, a, ce jour, instituée une action en séparation de biens contre son mari, Willie Cameron, journalier, de Saint-Alphonse-de-Winslow, dit district.

L'avocat de la demanderesse,

J.-L.-N. GUINDON.

Sherbrooke, 2 novembre 1918. 4073-45-5

Province of Quebec, district of Saint Francis, Superior Court, No. 930. Dame M.-L.-Anna Vachon, has, this day, instituted an action in separation as to property against her husband, Willie Cameron, laborer, of Saint-Alphonse-de-Winslow, said district.

J.-L.-N. GUINDON,

Attorney for plaintiff.

Sherbrooke, 2nd November, 1918. 4074-45-5

Canada, province de Québec, district de Québec, Cour supérieure, No 1019. Dame Marie-Sara Audet, épouse de Hermel Perron, ancien cultivateur et ancien marchand, maintenant de la cité de Québec, demanderesse ; vs ledit Hermel Perron, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le quatrième jour de novembre 1918.

Les procureurs de la demanderesse,

GALIPEAULT, ST. LAURENT, GAGNÉ  
& METAYER.

Québec, ce 4 novembre 1918. 4095-45-5

Canada, Province of Quebec, district of Quebec, in the Superior Court, No. 1019. Dame Marie-Sara Audet, wife of Hermel Perron, late farmer and late merchant, now of the city of Quebec, plaintiff ; vs the said Hermel Perron, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause, this 4th day of November, 1918.

GALIPEAULT, ST. LAURENT,

GAGNÉ & METAYER,

Solicitors for plaintiff.

Quebec, 4th November, 1918. 4096-45-5

District de Chicoutimi, Cour supérieure, No 5780. Dame Mary Solomon, de Jonquière, épouse commune en biens de François Faris, commerçant, du même lieu, a institué, ce jour, une action en séparation de biens contre son dit époux.

Le procureur de la demanderesse,

ELZEAR LEVESQUE.

Chicoutimi, 2 novembre 1918. 4105-45-5

District of Chicoutimi, Superior Court, No. 5780. Dame Mary Solomon, of Jonquière, wife common as to property of François Faris, trader, of the same place, has instituted, this day, an action in separation as to property against her said husband.

ELZEAR LEVESQUE,

Attorney for plaintiff.

Chicoutimi, 2nd November, 1918. 4106-45-5

Canada, province de Québec, district de Québec, dans la Cour supérieure, No 1257. Dame Irma Leblanc, épouse de Arthur Gauthier, de Ste-Foye, commis, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse ; vs ledit Arthur Gauthier, défendeur.

Canada, Province of Quebec, district of Quebec, Superior Court, No. 1257. Dame Irma Leblanc, wife of Arthur Gauthier, of Sainte-Foye, clerk, duly authorized to ester en justice, plaintiff ; vs the said Arthur Gauthier, defendant.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 28e jour d'octobre 1918.

Les procureurs de la demanderesse,  
GALIPEAULT, ST. LAURENT, GAGNÉ  
& METAYER.  
Québec, ce 28 octobre 1918. 4003—44-5

Canada, province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 4543. Dame Leah Cohen, épouse séparée de biens de William Cohen, de la cité et du district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs William Cohen, du même lieu, défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée, le 21 octobre 1918.

Le procureur de la demanderesse,  
JAS.-A. BUDYK.  
Montréal, le 26 octobre 1918. 4007—44-5

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 653. Dame Cordelia Beauregard, épouse commune en biens de Joseph-Octave Gaudet, de Saint-Antoine, district de Montréal, et dûment autorisée à ester en justice; demanderesse; vs Joseph-Octave Gaudet, cultivateur, du même lieu, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée ce jour.

Les procureurs de la demanderesse,  
TRUDEAU & GUERIN.  
Montréal, 18 octobre 1918. 3893—43-5

No 2836. Cour supérieure, Montréal. Dame Octavie Roch, épouse de Elie Véronneau, machiniste, tous deux, de Sainte-Julie-de-Verchères, district de Montréal, a institué, le 19 octobre 1918, avec l'autorisation d'un juge de cette cour, une action en séparation de biens contre ledit Elie Véronneau.

Les avocats de la demanderesse,  
YVON & TRUDEL.  
Montréal, 23 octobre 1918. 3951—43-5

An action for separation as to property has been instituted in this cause on the 28th day of October, 1918.

GALIPEAULT, ST. LAURENT,  
GAGNÉ & METAYER,  
Attorneys for plaintiff.  
Quebec, this 28th October, 1918. 4004—44-5

Canada, Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 4543. Dame Leah Cohen, wife separate as to property of William Cohen, of the city and district of Montreal, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs William Cohen, of the same place, defendant.

An action for separation as to property has been instituted on the 21st day of October, 1918.

JAS.-A. BUDYK,  
Attorney for plaintiff.  
Montreal, 26th October, 1918. 4008—44-5

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 653. Dame Cordelia Beauregard, wife common as to property of Joseph-Octave Gaudet, farmer, of Saint-Antoine, district of Montreal, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs Joseph-Octave Gaudet, farmer, of the same place, defendant.

An action in separation as to property has been instituted on the 18th day of October, 1918, against the defendant.

TRUDEAU & GUERIN,  
Attorneys for plaintiff.  
Montreal, 18th October, 1918. 3894—43-5

No. 2836, Superior Court, Montreal. Dame Octavie Roch, wife of Elie Véronneau, machinist, both of Sainte-Julie de Verchères, district of Montreal, has instituted, on the 19th October, 1918, with the authorization of a judge of this Court, an action in separation as to property versus the said Elie Véronneau.

YVON & TRUDEL,  
Attorneys for plaintiff.  
Montreal, 23rd October, 1918. 3952—43-5

### Actions en séparation de corps et de biens

Province de Québec, district de Saint-François, Cour supérieure, No 799. Dame Georgianna Dupuis, de Coaticook, dans le dit district, épouse commune en biens de Joseph-A.-A. Lefebvre, médecin-vétérinaire, du même endroit, a pris une action en séparation de corps et de biens contre son dit mari, le 6 septembre courant.

Le procureur de la demanderesse,  
HECTOR VERRET.  
Sherbrooke, 7 septembre 1918. 4133—45-5

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 4607. Dame Marie-Emma-Poméla Gibeault, de St-Isidore-de-Laprairie, district de Montréal, épouse commune en biens de Hormisdas Trudeau, cultivateur, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs ledit Hormisdas Trudeau, défendeur.

Une action en séparation de corps et de biens a été intentée le 30 octobre 1918 contre le défendeur.

Le procureur de la demanderesse,  
HORMISDAS PELLETIER.  
Montréal, 2 novembre 1918. 4107—45-5

### Actions for separation as to bed and board

Province of Quebec, district of Saint Francis, Superior Court, No. 799. Dame Georgianna Dupuis, of Coaticook, in said district, wife common as to property of Joseph-A.-A. Lefebvre, veterinary surgeon, of the same place, has taken an action for separation as to bed and board and property from her said husband, on the 6th September instant.

HECTOR VERRET,  
Attorney for plaintiff.  
Sherbrooke, 7th September, 1918. 4134—45-5

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 4607. Dame Marie-Emma-Poméla Gibeault, of Saint-Isidore-de-Laprairie, district of Montreal, wife common as to property of Hormisdas Trudeau, of the same place, farmer, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs the said Hormisdas Trudeau, defendant.

An action for separation as to bed and board and as to property has been taken against the defendant on October 30th, 1918.

HORMISDAS PELLETIER,  
Attorney for plaintiff.  
Montreal, 2nd November, 1918. 4108—45-5

## ERRATUM

A la page 1985 de la *Gazette Officielle* du 21 septembre 1918, aux numéros 3529-30 lisez : "Figury Lumber Mills Company", au lieu de "Haricana Lumber Mills Company, Limited", ainsi qu'à la page 2042, de la *Gazette Officielle* du 28 septembre 1918, aux numéros 3529-30. 4253

## Faillite—avis de

Dans l'affaire de Jos. August, faisant affaire sous le nom de "Artistic Cloak Co, Montréal", failli.

Avis est donné par les présentes qu'un premier et dernier dividende a été préparé dans cette affaire et sera payable après le 3 décembre 1918. Toute objection à ce dividende devra être déposée entre mes mains avant cette date.

Le curateur,  
4243 LORENZO BELANGER.

Province de Québec, district de Richelieu, Cour supérieure, No 6296. *In re* : Joseph Desfosses, Saint-Pie-de-Guire, district de Richelieu, insolvable.

Avis est par le présent donné qu'en vertu d'un jugement de cette Cour, en date du 10 octobre, le soussigné a été nommé curateur dans l'affaire ci-haut mentionnée. Toutes les réclamations devront être produites entre ses mains dans les trente jours de cette date.

Le curateur,  
GUILL. LEVEILLE  
Saint-François-du-Lac, comté d'Yamaska.  
4245

Canada, province de Québec, district de Québec, Cour supérieure, No 1525. *In re* : Ernest St-Pierre, marchand, Québec, insolvable.

Avis est par le présent donné que ledit insolvable a fait cession judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers le 14 novembre 1918, et les soussignés ont été nommés gardiens provisoires.

Les gardiens provisoires,  
THERIAULT & GAGNON.  
Bureau : 52 rue Saint-Joseph, Québec.  
Québec, 18 novembre 1918. 4259

District de Saint-François. *In re* : P.-H. Renaud, Lac Mégantic, failli.

Avis est par le présent donné qu'en date du 19 novembre 1918, par ordre de la Cour, nous avons été nommés curateurs conjoints aux biens de cette succession.

Les réclamations dûment assermentées, doivent être produites entre nos mains sous trente jours de cette date.

Les curateurs conjoints,  
TELESPHORE BELANGER,  
GÉDEON-E. BEGIN.  
Bureau de Bélanger & Bégin.  
155 rue Wellington.  
Sherbrooke, Qué., 19 novembre 1918. 4261

Province de Québec, district de Saint-Hyacinthe, Cour supérieure. Dans l'affaire de Hector Roger, hôtelier, de Sainte-Angele-de-Monnoir, failli.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire et sera payable le ou après le 10 décembre 1918.

## ERRATUM

On page 1985 of the *Official Gazette* of the 21st September, 1918, Nos. 3529-30, read "Figury Lumber Mills Company" instead of "Haricana Lumber Mills Company, Limited" and the same on page 2042 of the *Official Gazette* of the 28th September, 1918, Nos. 3529-30. 4254

## Notice of Bankruptcy

In the matter of Jos. August, carrying on business under the name of "Artistic Cloak Co, Montréal," insolvent.

Notice is hereby given that a first and final dividend has been prepared in this matter which will be payable after the 3rd December, 1918. Any objection to said dividend must be filed with me before said date.

LORENZO BELANGER,  
4244 Curator.

Province of Quebec, district of Richelieu, Superior Court, No. 6296. *In re* : Joseph Desfosses, Saint-Pie-de-Guire, district of Richelieu, insolvent.

Notice is hereby given that under a judgment of this Court, dated the 10th October, the undersigned was appointed curator in the above matter. All claims must be filed with me within thirty days from date.

GUILL. LEVEILLE,  
Curator.  
Saint-François-du-Lac, county of Yamaska.  
4246

Canada, Province of Quebec, district of Quebec, Superior Court, No. 1525. *In re* : Ernest St-Pierre, merchant, Quebec, insolvent.

Notice is hereby given that the said insolvent has made a judicial assignment for the benefit of his creditors on 14th November, 1918, and the undersigned have been appointed provisional guardians.

THERIAULT & GAGNON,  
Provisional guardians.  
Office : 52 Saint-Joseph street.  
Quebec, 18th November, 1918. 4260

District of Saint-François. *In re* : P.-H. Renaud, Lake Megantic, insolvent.

Notice is hereby given that on the 19th November, 1918, by order of the Court, we were appointed joint curators to the property of this estate.

All claims, duly attested under oath, must be filed with us within thirty days from this date.

TELESPHORE BELANGER,  
GEDEON-E. BEGIN,  
Joint curators.  
Office of Bélanger & Bégin.  
155 Wellington street.  
Sherbrooke, Que., 19th November, 1918. 4262

Province of Quebec, district of Saint-Hyacinthe, Superior Court. In the matter of Hector Roger, hotelkeeper, of Sainte-Angele-de-Monnoir, insolvent.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter which will be payable on or after the 18th December, 1918.

Toute contestation dudit bordereau devra être déposée à mon bureau avant cette date.

Le curateur,

ERNEST ST. AMOUR.

11 Place d'Armes, Montréal.

Montréal, 20 novembre 1918.

4271

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure. Dans l'affaire de Delle Flore Coderre, épicière, de Montréal, faillie.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire et sera payable le ou après le 10 décembre 1918.

Toute contestation dudit bordereau devra être déposée à mon bureau avant cette date.

Le curateur,

ERNEST ST. AMOUR.

11 Place d'Armes, Montréal.

Montréal, 16 novembre 1918.

4273

Province de Québec, district de Montréal, cour supérieure. Dans l'affaire de Delle Antoinette Beaudin, épicière, de Montréal, faillie.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire et sera payable le ou après le 10 décembre 1918.

Toute contestation dudit bordereau devra être déposée à mon bureau avant cette date.

Le curateur,

ERNEST ST. AMOUR.

11 Place d'Armes, Montréal.

Montréal, 16 novembre 1918.

4275

Any contestation of said dividend sheet must be filed at my office before the above date.

Le curator,

ERNEST ST. AMOUR.

11 Place d'Armes, Montreal.

Montreal, 20th November, 1918.

4272

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court. In the matter of Miss Flore Coderre, grocer, of Montreal, insolvent.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter which will be payable on or after the 10th December, 1918.

Any contestation of said dividend sheet must be filed at my office before the above date.

ERNEST ST. AMOUR,

Curator.

11 Place d'Armes, Montreal.

Montreal, 16th November, 1918.

4274

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court. In the matter of Miss Antoinette Beaudin, grocer, of Montreal, insolvent.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter which will be payable on or after the 10th December, 1918.

Any contestation of said dividend sheet must be filed at my office before the above date.

ERNEST ST. AMOUR.

Curator.

11 Place d'Armes, Montréal.

Montréal, 16th November, 1918.

4276

### M'notes de notaire

### Notarial minutes

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du notariat, qu'une requête a été présentée par M. Charles Duval, notaire, pratiquant et demeurant à Bic, comté et district de Rimouski, par laquelle il demande le transfert, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de de feu L.-R. Gauvreau, en son vivant notaire, du même lieu. 3907—43-5

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that application is made by Mr. Charles Duval, notary, practising and residing at Bic, county and district of Rimouski, for the transfer, in his favor, of the minutes, repertory and index of the late L.-R. Gauvreau, in his lifetime notary, of the same place. 3908—43-5

### Ordre de la cour

### Order of the Court

Canada, province de Québec, district de Montréal, cour supérieure, No 908. L.-C. Pelletier *et al*, demandeurs; vs Paul-S. Lafontaine, défendeur; et L.-O. Bournival *et al*; opposants.

Sur l'ordre de l'honorable juge Duclos, donné le 4 novembre 1918, il est ordonné aux créanciers dudit défendeur qui n'auraient pas encore produit leurs réclamations, de les produire en cette cause, au bureau du protonotaire de la Cour supérieure pour le district de Montréal, à Montréal, dans les quinze jours de la première insertion dans la *Gazette Officielle de Québec*, conformément aux articles Nos 673-674 du Code de procédure civile.

T. DEPATIE,  
Dép. P. C. S.

4255

Canada, Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 908. L.-C. Pelletier *et al*, plaintiffs; vs Paul-S. Lafontaine, defendant; and L.-O. Bournival *et al*, opposants.

By order of the Honourable Justice Duclos, given this fourth day of November, 1918, it is ordered to the creditors of the said defendant who have not yet produced their claims, to produce them in this cause, in the office of the prothonotary of the Superior Court for the district of Montreal, at the city of Montreal, within fifteen days from the first insertion of the order in the *Quebec Official Gazette*, in conformity with articles 673-674 of the Code of Civil procedure.

T. DEPATIE,  
Dep. P. S. C.

4256—47-2

## Ratifications de titre

Canada, province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure.

Avis est par le présent donné qu'il a été déposé au greffe du protonotaire de la Cour supérieure, du district de Montréal, un acte passé devant J.-A. Couture, notaire, le 18ième jour de septembre mil neuf cent dix-huit, entre Ernest St-Amour, comptable, de la cité de Montréal, agissant aux présentes en sa qualité de curateur aux biens de Louis-J.-A. Legault, ci-devant constructeur, de la cité de Montréal, et actuellement de lieux inconnus, dûment nommé comme tel en vertu d'un jugement rendu par l'honorable juge A.-A. Bruneau, le 7 juin mil neuf cent seize, dans une cause portant le No 123 des dossiers de la Cour supérieure, pour le district de Montréal; le dit curateur spécialement autorisé à l'effet des présentes en vertu du jugement rendu par l'honorable juge A.-A. Bruneau, le 20 septembre dernier (1917), dans la même cause; et Napoléon Victor Riendeau, commerçant de bois, demeurant à Frelighsburg, dans le comté de Missisquoi, étant une vente par le dit Ernest St-Amour es-qualité au dit Napoléon-Victor Riendeau d'un lot de terre ayant front sur la rue de Saint-Valier, aujourd'hui avenue des Belges, dans le quartier Saint-Denis, de la cité de Montréal, connu et désigné sous le numéro deux cent soixante-dix-neuf de la subdivision officielle du lot numéro deux mille six cent trente (Nos 2630-279), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse Saint-Laurent—avec bâtisses dessus construites et avec droit de passage en commun dans la ruelle qui borne le dit lot dans sa profondeur, aux charges ordinaires en pareil cas; le dit lot mesure vingt-cinq pieds de largeur et soixante-dix pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, et en la possession du dit Louis-J.-A. Legault comme propriétaire pendant les trois dernières années; et toutes personnes qui réclament quelque privilège ou hypothèque sur le dit immeuble immédiatement avant l'enregistrement du dit acte par lequel le dit lot a été acquis par le dit Napoléon-Victor Riendeau, sont averties qu'il sera présenté à la dite Cour, le dix-septième jour de décembre 1918, une demande en ratification de titre; et qu'à moins que leurs réclamations ne soient telles que le régistrateur est tenu par les dispositions du Code de procédure civile, de les mentionner dans son certificat à être produit dans ce cas, elles sont par le présent requises de signifier leurs oppositions par écrit, et de les produire au greffe du dit protonotaire dans les six jours après le dit jour, à défaut de quoi elles seront pour toujours forcloses du droit de le faire.

Le député-protonotaire C. S.  
J.-B.-A. TISON.

Le procureur du requérant,  
Mtre D. BARIL.

Montréal, 12 novembre 1918. 4171-46-2

No 1571.

AVIS.

Avis est par le présent donné qu'il a été déposé au greffe du protonotaire de la Cour supérieure du district de Québec, un acte passé devant Jean-Théophile Lemieux, N. P., le 26 novembre 1890, entre Louis Cantin, cultivateur, de la paroisse de Saint-Jean-Chrystôme et Thomas Larose, cultivateur, de la paroisse de Saint-Henri, étant une

## Confirmations of title

Canada, Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court.

Notice is hereby given that there has been lodged in the office of the prothonotary of the Superior Court, in the district of Montreal, a deed executed before J.-A. Couture, notary, on the eighteenth day of September, one thousand nine hundred and eighteen, between Ernest St-Amour, accountant, of the city of Montreal, acting to these presents in his quality of curator to the property of Louis-J.-A. Legault, heretofore builder, of the city of Montreal, and now of parts unknown, duly appointed as such in virtue of a judgment rendered by the Honourable Justice A.-A. Bruneau, on the seventh day of June, one thousand nine hundred and sixteen, in a cause bearing number 123 of the records of the Superior Court, for the district of Montreal; the said curator specially authorized to these presents in virtue of the judgment rendered in the same cause by the Honourable Justice A.-A. Bruneau, on the twenty seventh day of September last (1917); and Napoléon-Victor Riendeau, lumber merchant, residing at Frelighsburg, in the county of Missisquoi, being a sale by the said Ernest St-Amour *es-qualité* to the said Napoléon-Victor Riendeau of a lot of land fronting on Saint-Valier street, now avenue des Belges, in Saint-Denis ward, of the city of Montreal, known and designated under the number two hundred and seventy-nine of the official subdivision of lot number two thousand six hundred and thirty (No. 2630-279), of the official plan and book of reference of the parish of Saint Laurent—with the buildings thereon erected and with the right of way in common in the lane which bounds the said lot in its depth, with the ordinary charges in a similar case; the said lot measures twenty five feet in width and seventy feet in depth English measure and more or less, and possessed by the said Louis-J.-A. Legault as proprietor for the three years now last past; and all persons who claim any privilege or hypothec upon the said immovable immediately before the registration of the said deed by which the said lot was acquired by the said Napoléon-Victor Riendeau, are hereby notified that application will be made to the said Court, on the seventeenth day of December, 1918, for a judgment of confirmation of title; and that unless their claims are such as the registrar is bound by the provisions of the Code of Civil Procedure to include in his certificate to be filed in this case, they are hereby required to serve their oppositions in writing, and file the same in the office of the said prothonotary within six days after the said day, in default of which they will be forever precluded from the right of so doing.

J.-B.-A. TISON,  
Deputy prothonotary, S.C.  
Mtre D. BARIL,  
Attorney for petitioner.

Montreal, 12th November, 1918. 4172-46-2

No. 1571.

NOTICE.

Public notice is hereby given that there has been lodged in the office of the prothonotary of the Superior Court of the district of Quebec, a deed passed before Jean-Theophile Lemieux, N. P., on the 26th November, 1890, between Louis Cantin, farmer, of the parish of Saint-Jean-Chrystostome and Thomas Larose, farmer, of

vente par ledit Cantin audit Larose, de l'immeuble suivant, savoir :

1. Une terre située en la paroisse de Saint-Jean-Chrysostôme, concession Bellaire nord, de 2½ arpents de front sur 30 arpents de profondeur, le tout plus ou moins ; bornée au nord à la concession Penin, au sud au rang Bellaire sud, à l'est à Napoléon Nadeau, et à l'ouest à F.-X. Demers ;

2. Une autre terre située en la même paroisse, concession Bellaire sud, de deux arpents de front sur trente arpents de profondeur, le tout plus ou moins ; bornée au nord à la concession Bellaire nord, au sud à la concession Beauséjour, à l'est à Napoléon Bélanger, et à l'ouest, partie à Louis et partie à Onésime Dupont, lesquels immeubles sont maintenant connus, le premier sous le No 92 et le 2ième sous le No 478, du plan cadastral et du livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Jean Chrysostôme, Co. Lévis. Cet immeuble a été en la possession de Léger Boutin, cultivateur, autrefois de la paroisse de Saint-Jean-Chrysostôme, actuellement de Domrémy, de la province de Saskatchewan, jusqu'au 28 d'août 1918, date à laquelle ledit immeuble a passé en la possession de Adjudor Carrier, cultivateur, de la paroisse de Saint-Jean-Chrysostôme, lesdits Léger Boutin et Adjudor Carrier ont été successivement propriétaires pendant les trois dernières années ;

Et toutes personnes qui réclament quelques privilèges ou hypothèques sur ledit immeuble avant l'enregistrement dudit acte par lequel lesdits lots 92 et 478 du cadastre de la paroisse de Saint-Jean-Chrysostôme ont été acquis par ledit Thomas Larose, sont avertis qu'il sera présenté à la dite Cour, le seizième jour de décembre, 1918, une demande en ratification de titres ; et, qu'à moins que leurs réclamations ne soient telles que le registraire est tenu par les dispositions du Code de procédure de les mentionner dans son certificat à être produit, dans ce cas elles sont, par les présentes requises de signifier leurs oppositions par écrit et de les produire au greffe dudit protonotaire dans les six jours après ledit jour ; à défaut de quoi, elles seront pour toujours forecloses du droit de le faire.

Le Dép. P. C. S.  
PHILIPPE EDGE.

Vraie copie,  
Les procureurs du requérant,  
Francœur, Vien & Larue,  
Québec, 8 novembre 1918. 4221-46-2

the parish of Saint-Henri, being a sale by said Cantin to said Larose, of the following immovable, to wit :

1. A farm situate in the parish of Saint-Jean-Chrysostome, north Bellaire concession, of 2½ arpents in front by 30 arpents in depth, the whole more or less; bounded on the north by Penin concession, on the south by south Bellaire range, on the east by Napoleon Nadeau, and on the west by F.-X. Demers ;

2. Another farm situate in the same parish, south Bellaire concession, of two arpents in front by thirty arpents in depth, the whole more or less, bounded on the north by north Bellaire concession, on the south by Beausejour concession, on the east by Napoleon Belanger, and on the west, partly by Louis and partly by Onesime Dupont, which immovables are presently known, the first under the No. 92 and the 2nd under the No. 478, of the cadastral plan and official book of reference of the parish of Saint-Jean-Chrysostome, Levis Co. That immovable was owned and possessed by Leger Boutin, farmer, heretofore of the parish of Saint-Jean-Chrysostome and presently of Domremy, in the Province of Saskatchewan, up to the 28th August, 1918, on which date said immovable was transferred to Adjudor Carrier, farmer, of the parish of Saint-Jean-Chrysostome, the said Leger Boutin and Adjudor Carrier have been successively proprietors for the last three years.

And all persons claiming any privilege or hypothec upon the said immovable previous to the registration of the said deed by which the said lots 92 and 478 of the cadastre of the parish of Saint-Jean-Chrysostome were acquired by said Thomas Larose, are notified that application will be made to said Court, on the sixteenth day of December, 1918, for a judgment of confirmation of title ; and, that unless their claims are such as the registrar is bound by the provisions of the Code of Procedure to include in his certificate to be filed in this case, they are hereby required to serve their oppositions in writing and to file the same in the office of said prothonotary within six days after the said day ; in default of which they will be forever foreclosed from the right of so doing.

PHILIPPE EDGE,  
Dep. P. S. C.

A true copy,  
Francœur, Vien & Larue,  
Attorneys for petitioner.  
Quebec, 8th November, 1918. 4222-46-2

### Vente par encan

Avi public est par le présent donné que la Compagnie de chemin de fer Canadien du Pacifique vendra aux enchères publiques, jeudi, le douzième jour de décembre 1918, à dix heures avant-midi, dans la partie ouest de sa gare, rue Windsor, dont l'entrée est sur la rue Osborne, dans la cité de Montréal, les effets de bagage qui sont restés, sans être réclamés, en la possession de la compagnie, l'espace de douze mois.

La Compagnie de chemin de fer Canadien  
du Pacifique,  
J.-O. APPS,  
L'agent général du bagage.  
Montréal, 1918. 3913-43-6

### Auction Sale

Public notice is hereby given that the Canadian Pacific Railway Company will sell by public auction, on Thursday, the 12th day of December, 1918, at ten o'clock a. m., in the west end of its Windsor street station baggage room, with entrance on Osborne street, in the city of Montreal, the articles of unclaimed baggage which have remained in the possession of the Company unclaimed for a space of twelve months.

The Canadian Pacific Railway Company,  
J.-O. APPS,  
General baggage agent.  
Montreal, 1918. 3914-43-6

## Vente par Licitation

## Sale by Licitation

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour supérieure, siégeant à Sainte-Scholastique, dans le district de Terrebonne, le 4 octobre 1918, dans une cause dans laquelle Alphonse-Théodore Bertrand, forgeron, du village de Saint-Jovite, comté et district de Terrebonne, est demandeur ; et Joseph Bertrand, journalier, des cité et district de Montréal ; Arthur Bertrand, de la paroisse de Sainte-Thérèse-de-Blainville ; Alice Bertrand, épouse séparée de biens de Gustave Desjardins, de la paroisse de Ste-Thérèse-de-Blainville, et le dit Gustave Desjardins pour autoriser son épouse aux fins des présentes, sont défendeurs, ordonnant la licitation d'un certain immeuble désigné comme suit, savoir :

Une terre située à Sainte-Thérèse-de-Blainville, près du moulin Monk, de trois arpents de largeur sur vingt arpents de profondeur, le tout plus ou moins ; tenant par le bout sud au chemin de base de la côte du Bas-Sainte-Thérèse au bout nord à Léandre Leguerrier, ou représentant, au nord-est à François Bertrand, ou représentant, et au sud-ouest à Isaac Limoges, ou représentant—avec maison en pierre et autres bâtisses dessus construites. La dite terre maintenant connue et désignée au cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Thérèse-de-Blainville, sous le numéro deux cent six (206), des plan et livre de renvoi de la dite paroisse.

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, à ONZE heures de l'avant-midi, le VINGTIÈME jour de DECEMBRE 1918, cour tenante, dans la salle d'audience du palais de justice, en la ville de Saint-Jérôme, comté et district de Terrebonne, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de la dite cour ; et que toutes oppositions à fin d'annuler, à fin de charge ou à fin de distraire à la dite licitation, devront être déposées au greffe du protonotaire de la dite cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et que toutes oppositions à fin de conserver devront être déposées dans les six jours après l'adjudication ; et, à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par les présentes, elles seront forcloses du droit de le faire.

Le procureur du demandeur,  
CHS-ED MARCHAND.

Sainte-Scholastique, 8 novembre 1918.  
4169—46—2

Public notice is hereby given that, by and in virtue of a judgment of the Superior Court, sitting at Saint-Scholastique, in the district of Terrebonne, on the 4th of October, 1918, in an action wherein Alphonse-Théodore Bertrand, blacksmith, of the village of Saint Jovite, county and district of Terrebonne, is plaintiff ; and Joseph Bertrand, laborer, of the city and district of Montreal ; Arthur Bertrand, of the parish of Sainte-Thérèse-de-Blainville ; Alice Bertrand, wife separated as to property of Gustave Desjardins, of the parish of Sainte-Thérèse-de-Blainville, and the said Gustave Desjardins, for the purpose of hereto authorizing his said wife, are defendants, ordering the licitation of a certain immoveable designated as follows, to wit :

A farm situated at Sainte-Thérèse-de-Blainville, near the Monk's mill, of three arpents in width by twenty arpents in depth the whole more or less ; bounded at the south end by the public road of the concession Bas-Sainte-Thérèse at the north end to Léandre Leguerrier or representative, at the north east end to François Bertrand, or representative, and at the south west to Isaac Limoges, or representative—with a stone house and other buildings thereon erected. The said land now known and designated at the official cadaster for the parish of Sainte-Thérèse-de-Blainville, under number two hundred and six (206), of the plan and book of reference of the said parish.

The immoveable above described will be put up for auction and adjuged to the last and highest bidder, at ELEVEN o'clock of the forenoon, the TWENTIETH day of DECEMBER, 1918, sitting the court, in the Court room, in the town of Saint-Jérôme, county and district of Terrebonne, subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges deposited in the office of the protonotary of the said Court ; and that any oppositions to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation, must be filed in the office of the protonotary of the said Court, at least twelve days before the date fixed as aforesaid for the sale and adjudication, and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication ; and, failing the parties to file such oppositions within the delays hereby limited, they will be foreclosed from doing so.

CHS-ED MARCHAND,  
Attorney for plaintiff.

Saint-Scholastique, 8th November, 1918.  
4170—46—2

### VENTE PAR LE SHÉRIF ARTHABASKA

### SHERIFF'S SALE ARTHABASKA

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

#### FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District d'Arthabaska.  
Arthabaska, à savoir : } LA BANQUE D'HON-  
No 38. } CHELAGA, de-  
manderesse ; contre JOSEPH LAMBERT, dé-  
fendeur ; et C.-R. GARNEAU, curateur au  
délaissement.

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

#### FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Arthabaska.  
Arthabaska, to wit : } LA BANQUE D'HON-  
No 38. } CHELAGA, plaintiff ;  
against JOSEPH LAMBERT, defendant ; and  
C.-R. GARNEAU, curator to the surrender.

Avis est par le présent donné que la vente des immeubles saisis dans la présente cause, qui devait avoir lieu à onze heures de l'avant-midi, le vingt et unième jour de mars 1918, à la porte de l'église paroissiale de Notre-Dame-du-Saint-Rosaire, aura lieu à ONZE heures de l'avant-midi, le ONZIEME jour de DECEMBRE 1918, à la porte de l'église sus-mentionnée.

Le shérif,

J.-E. GIROUARD.

Bureau du shérif.

Arthabaska, 20 novembre 1918.

4263

Notice is hereby given that the sale of the immoveables seized in the present cause, which ought to have taken place at eleven o'clock in the forenoon, on the twenty first day of March, 1918, at the parochial church door of Notre-Dame-du-Saint-Rosaire, will take place at ELEVEN o'clock in the forenoon, on the ELEVENTH day of DECEMBER, 1918, at the door of the church above mentioned.

J.-E. GIROUARD,

Sheriff.

Sheriff's office.

Arthabaska, 20th November, 1918.

4264

## CHICOUTIMI

### FIERI FACIAS.

*Cour de circuit.—District de Terrebonne.*

THE MATTHEW MOODY & SONS ; vs  
JULIEN BOUCHARD, de Saint-Alexis.

Comme appartenant au défendeur :

Un emplacement mesurant soixante pieds de front sur soixante pieds de profondeur; borné en front par le chemin public, en profondeur par Donat Fortin, d'un côté au sud-ouest par Joseph Vincent ou représentants, et de l'autre côté au nord-est par Donat Fortin—avec bâtisses et dépendances; lequel emplacement est connu et désigné, suivant la subdivision de partie des lots numéros soixante et quatre et autres du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Alexis sous le No 64-4 (soixante-quatre-quatre).

Pour être vendu à la porte de l'église de Saint-Alexis-de-la-Grande-Baie, le DIXIEME jour de DECEMBRE 1918, à ONZE heures.

Le shérif,

L. ALAIN.

Bureau du shérif.

Chicoutimi, 29 octobre 1918. 4023—44-2

[Première publication, 2 novembre 1918.]

## CHICOUTIMI

### FIERI FACIAS.

*Circuit Court.—District of Terrebonne.*

THE MATTHEW MOODY & SONS ; vs  
JULIEN BOUCHARD, of Saint-Alexis.

As belonging to said defendant :

That certain emplacement measuring sixty feet in front by sixty feet in depth; bounded in front by the public road, in depth by Donat Fortin, on one side to the south-west by Joseph Vincent or representatives, and on the other side to the north east by Donat Fortin—with the buildings and dependencies; which emplacement is known and designated, according to the subdivision of part of the lots numbers sixty four and others of the official cadastre of the parish of Saint-Alexis, under the number 64-4 (sixty-four-four).

To be sold at the church door of Saint-Alexis-de-la-Grande-Baie, on the TENTH day of DECEMBER, 1918, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L. ALAIN,

Sheriff.

Sheriff's office.

Chicoutimi, 29th October, 1918. 4024—44-2

[First publication, 2nd November, 1918.]

## MONTMAGNY

### FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Cour de circuit.—District de Montmagny.*

Montmagny, à savoir: } JOSEPH L'HEU-  
No 2624. } REUX, marchand,

de l'endroit appelé Daaquam, dans le district de Montmagny, demandeur; vs FERDINAND BOUTIN, de Saint-Juste-de-la-Bretonnière, dit district, défendeur.

Partie du lot numéro vingt-cinq (No 25) du rang sept, canton Panet, étant un emplacement de soixante pieds de largeur sur cent cinquante pieds de profondeur; borné en front au chemin public, à l'ouest à Jean Labbé, à l'est et au sud par le vendeur, Joseph Labbé—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Juste, comté de Montmagny, MERCREDI, le QUATRIEME jour de DECEMBRE 1918, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,

A. BERNATCHEZ.

Bureau du shérif.

Montmagny, 30 octobre 1918. 4047—44-2

[Première publication, 2 novembre 1918.]

[Deuxième publication, 23 novembre 1918.]

## MONTMAGNY

### FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Circuit Court.—District of Montmagny.*

Montmagny, to wit: } JOSEPH L'HEU-  
No. 2624. } REUX, merchant,

of the place called Daaquam, in the district of Montmagny, plaintiff; vs FERDINAND BOUTIN, of Saint-Juste-de-la-Bretonnière, said district, defendant.

Part of the lot number twenty five (No. 25) of range seven, township Panet, being an emplacement of sixty feet in width by one hundred and fifty feet in depth; bounded in front by the public road, on the west by Jean Labbé, on the east and south by the seller, Joseph Labbé—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Juste, county of Montmagny, on WEDNESDAY, the FOURTH day of DECEMBER, 1918, at TEN o'clock in the forenoon.

A. BERNATCHEZ,

Sheriff.

Sheriff's office.

Montmagny, 30th October, 1918. 4048—44-2

[First publication, 2nd November, 1918.]

[Second publication, 23rd November, 1918.]

## MONTRÉAL

## MONTREAL

## FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Cour supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir : } **L** E CRÉDIT FONCIER  
No 2450. } FRANCO-CANA-  
DIEN, une corporation légalement constituée,  
ayant le siège principal de ses affaires en les cité  
et district de Montréal, demandeur ; vs ISRAEL  
POLONSKY, DAME RACHEL GROBER,  
épouse séparée de biens de Gerson Zudick, con-  
tracteur, tous trois des cité et district de Mont-  
réal, et ledit Gerson Zudick pour autoriser son  
épouse aux fins des présentes, défendeurs ; et  
CHARLES ST. AMAND, HYMAN SEGAL,  
DAME POLLY RUDNER, épouse de Avner Stern,  
marchand et séparée de biens d'avec lui,  
tous trois des cité et district de Montréal, et ledit  
Avner Stern pour autoriser son épouse aux fins  
des présentes ; Louis Cherry, Dame Clara Kolo-  
meer, épouse séparée de biens de Charles Rabi-  
novitch, agent ; Harry Ross, Nochum Zinnan, ces  
quatre derniers de ladite cité, dit district, et ledit  
Charles Rabinovitch pour autoriser son épouse  
aux fins des présentes ; Max Wener, Harry Reider,  
tous deux du même lieu ; Léandre Lecavalier et  
Thomas Chaurest, tous deux de Sainte-Généviève  
dit district ; Dame Alice Daoust, de la ville d'Ou-  
tremont, dit district, épouse séparée de biens de  
Henri-Réné-Napoléon Viau, et ledit Henri-Réné-  
Napoléon Viau pour autoriser son épouse aux  
fins des présentes, et Camille Brunet, de Saint-  
Laurent, dit district, mis-en-cause.

Comme appartenant aux défendeurs :

Un lot de terre situé en la cité de Montréal,  
district de Montréal ; borné en front par la rue  
Saint-Hubert, connu et désigné comme étant le  
numéro huit cent trois de la subdivision officielle  
du lot primitif numéro sept (7-803), des plan et  
livre de renvoi officiels du village incorporé de la  
Côte-Saint-Louis—avec bâtisses dessus construi-  
tes.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de  
Montréal, le VINGT-QUATRIÈME jour de  
DECEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 20 novembre 1918. 4285—47-2  
[Première publication, 23 novembre, 1918].

## FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Cour supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir : } **L** A CITÉ D'OUTRE-  
No 4105. } MONT, corps politique  
et incorporé, ayant son principal établissement  
dans la cité d'Outremont, district de Montréal,  
demanderesse ; vs LORENZO BELANGER, en  
sa qualité de curateur à la succession vacante de  
feu Joseph Labonté, en son vivant de la cité de  
Maisonnette, district de Montréal, défendeur ;  
et ledit LORENZO BELANGER, nommé cura-  
teur au délaissement, le 24 octobre 1918, par  
jugement de la Cour supérieure.

La moitié sud d'un emplacement connu et  
désigné comme étant le lot No 45 de la subdivi-  
sion du lot No 2 de la subdivision officielle du lot  
No 32, des plan et livre de renvoi officiels de la  
paroisse de Montréal, situé dans la cité d'Outre-  
mont ; et borné en front par la rue Durocher, en  
arrière par le lot No 33, d'un côté par l'autre  
moitié de ladite subdivision du lot No 32, et de  
l'autre côté par le lot No 32-2-44, desdits plan  
et livre de renvoi officiels.

## FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit : } **L** E CREDIT FONCIER  
No. 2450. } FRANCO-CANA-  
DIEN, a legally constituted corporation, with its  
principal place of business in the city and district  
of Montreal, plaintiff ; vs ISRAEL POLONSKY,  
DAME RACHEL GROBER, wife separated as  
to property of Gerson Zudick, contractor, all  
three of the city and district of Montreal, and  
the said Gerson Zudick to authorize his wife for  
the purposes hereof, defendants ; and CHARLES  
ST. AMAND, HYMAN SEGAL, DAME POL-  
LY RUDNER, wife of Avner Stern, merchant,  
and separated from him as to property, all three  
of the city and district of Montreal, and the said  
Avner Stern to authorize his wife for the purposes  
hereof ; Louis Cherry, Dame Clara Kolomeer,  
wife separated as to property of Charles Rabi-  
novitch, agent ; Harry Ross, Nochum Zinnan, the  
latter four of the said city, said district, and the  
said Charles Rabinovitch to authorize his wife  
for the purposes hereof, Max Wener, Harry  
Reider, oth of the same place ; Léandre Lecava-  
lier and Thomas Chaurest, both of Sainte Gene-  
viève, said district ; Dame Alice Daoust, of the  
town of Outremont, said district, wife separated  
as to property of Henri-Réné-Napoléon Viau, and  
the said Henri-Réné-Napoléon Viau to authorize  
his wife for the purposes hereof, and Camille  
Brunet, of Saint-Laurent, said district, *mis-en-  
cause*.

As belonging to the defendants.

A lot of land situate in the city of Montreal,  
district of Montreal ; bounded in front by-Saint  
Hubert street, known and designated as being  
the number eight hundred and three of the official  
subdivision of the primitive lot number seven  
(7-803), on the official plan and book of reference  
of the incorporated village of Côte-Saint Louis—  
with buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal,  
on the TWENTY FOURTH day of DECEM-  
BER next, at TEN o'clock in the forenoon.

L.-J. LEMIEUX,

Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 20th November, 1918. 4286—47-2  
[First publication, 23rd November, 1918].

## FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit : } **T** HE CITY OF OU-  
No. 4105. } TREMONT, a body  
politic and corporate, with its principal place of  
business in the city of Outremont, district of  
Montreal, plaintiff ; vs LORENZO BELAN-  
GER, in his quality of curator to the vacant  
estate of the late Joseph Labonté, in his lifetime  
of the city of Maisonnette, district of Montreal,  
defendant ; and the said LORENZO BELAN-  
GER, appointed curator to the surrender, on  
the 24th October, 1918, by judgment of the  
Superior Court.

The south half of an emplacement known and  
designated as being the lot No. 45 of the subdivi-  
sion of the lot No. 2 of the official subdivision  
of the lot No. 32, of the official plan and book of  
reference of the parish of Montreal, situate in the  
city of Outremont ; and bounded in front by  
Durocher street, in the rear by the lot No. 33,  
on one side by the other half of the said subdivi-  
sion of the lot No. 32, and on the other side by  
the lot No. 32-2-44, on the said official plan and  
book of reference.

Pour être vendue à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-QUATRIEME jour de DECEMBRE prochain, à ONZE heures du matin.

Le shérif;  
L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 20 novembre 1918. 4287—47-2  
[Première publication, 23 novembre 1918.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Cour de circuit.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir: } **A**NDRÉ MENAGER,  
No 2480. } demandeur; contre  
W.-C. PALMER, défendeur.

Un emplacement sur le côté nord-ouest de l'avenue Holton, en la cité de Westmount, portant le No 4 de la ré-subdivision du lot No 2, de la subdivision du lot No 4 de la subdivision du lot No 374, des plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, contenant 24 pieds de largeur par 95 pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins—avec cottage en pierres et briques portant le numéro civique 1 de la dite avenue Holton.

A la charge d'un certain bail à loyer en faveur de Lewis-S. Jaslow pour le terme de trois ans et trois mois à compter du 1er février 1918, suivant jugement de l'hon. juge Hackett, daté le 12ème jour d'août 1918. Le dit jugement dit et déclare que le loyer du 1er mai 1918 au 1er mai 1919, est complètement payé, et que le dit Lewis-S. Jaslow a droit d'occupation du 1er mai 1919 au 1er mai 1920, à raison de \$30.00 par mois, et du 1er mai 1920 au 1er mai 1921, à raison de \$35.00 par mois.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le CINQUIEME jour de DECEMBRE prochain, à ONZE heures du matin.

Le shérif,  
L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 29 octobre 1918. 4027—44-2  
[Première publication, 2 novembre 1918.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Cour supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir: } **T.** PELADEAU, de-  
No 493. } mandeur; contre  
DAME MARIE-ROSE LABELLE, de la cité et du district de Montréal, et y faisant affaires sous les nom et raison sociale de "P.-J. Champagne & Cie", épouse contractuellement séparée de biens de Pierre-Joseph Champagne, comptable, du même lieu, et le dit P.-J. Champagne pour autoriser son épouse et LE CREDIT STADACONA, LIMITEE, corps légalement constitué en corporation, ayant son principal bureau d'affaires dans la cité de Montréal, dit district, défendeurs.

Comme appartenant aux dits défendeurs :

Une propriété située sur la rue Nicolet, à Montréal, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du village d'Hochelaga, sous le numéro cinq cent trois de la subdivision officielle du lot numéro vingt-trois (No 23-503), mesurant vingt-trois pieds de largeur par cent vingt-un pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins—avec une maison portant les Nos civiques 296, 298 et 300 de la dite rue Nicolet, et les autres bâtisses dessus construites.

Pour être vendue à mon bureau, en la cité de

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY FOURTH day of DECEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L.-J. LEMIEUX,  
Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 20th November, 1918. 4288—47-2  
[First publication, 23rd November, 1918.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Circuit Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit: } **A**NDRÉ MENAGER,  
No. 2480. } plaintiff; against W.-C.  
PALMER, defendant.

An emplacement on the northwest side of Holton avenue, in the city of Westmount, bearing the No. 4 of the resubdivision of the lot No. 2, of the subdivision of the lot No. 4 of the subdivision of the lot No. 374, on the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal, containing 24 feet in width by 95 feet in depth, English measurement, more or less—with cottage in stone and brick bearing the civic number 1 of the said Holton avenue.

Subject to a certain lease in favor of Lewis-S. Jaslow for the term of three years and three months from the 1st of February, 1918, in accordance with judgment of the Hon. Judge Hackett, dated the 12th day of August, 1918. The said judgment stating and declaring that the rent from the 1st of May, 1918, to the 1st of May, 1919, is fully paid, and that the said Lewis-S. Jaslow has the right of occupation from the 1st of May, 1919, to the 1st of May, 1920, at the rental of \$30.00 per month, and from the 1st of May, 1920 to the 1st of May, 1921, at \$35.00 per month.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FIFTH day of DECEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L.-J. LEMIEUX,  
Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 29th October, 1918. 4028—44-2  
[First publication, 2nd November, 1918.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit: } **T.** PELADEAU plaintiff;  
No. 493. } against DAME MARIE-ROSE LABELLE, of the city and district of Montreal, and there carrying on business under the firm name and style of "P.-J. Champagne & Cie", wife separated as to property by marriage contract of Pierre-Joseph Champagne, accountant, of the same place, and the said P.-J. Champagne, to authorize his wife, and the CREDIT STADACONA, LIMITEE, a legally constituted corporation with its principal place of business in the city of Montreal, said district, defendants.

As belonging to the said defendants :

A property situate on Nicolet street, in Montreal known and designated on the official plan and book of reference of the village of Hochelaga, under the number five hundred and three of the official subdivision of the lot number twenty three (No. 23-503), measuring twenty three feet in width by one hundred and twenty one feet in depth, English measurement and more or less—with a house bearing the civic Nos. 296, 298 and 300 of the said Nicolet street, and the other buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal.

Montréal, le CINQUIEME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,  
L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 29 décembre 1918. 4029—44-2  
[Première publication, 2 novembre 1918.]

on the FIFTH day of DECEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

L.-J. LEMIEUX,  
Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 29th October, 1918. 4030—44-2  
[First publication, 2nd November, 1918.]

## NICOLET

### FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Cour supérieure.—District de Nicolet.*

Nicolet, à savoir: } **B**ENJAMIN BERGERON, cultivateur, de la paroisse de Saint-Léonard-d'Aston, demandeur; vs RAPHAEL BEAULAC, boucher, de la ville de Nicolet, défendeur.

Comme appartenant au dit défendeur lui-même, les immeubles suivants :

Deux terrains situés en la ville de Nicolet, sur le côté nord de la rue Panet, connus et désignés: l'un sous le numéro trois cent un (301), contenant trente-six pieds de largeur sur cent pieds de longueur, et l'autre sous le numéro trois cent deux (302), contenant quarante pieds de largeur sur cent pieds de longueur, le tout du cadastre officiel du comté de Nicolet, pour la ville de Nicolet, et formant qu'un seul emplacement; borné d'un côté à Dame Veuve Dr G.-A. Turcotte; et de l'autre côté à J.-A. Rochette—avec les bâtisses dessus construites, à la charge d'une rente annuelle et foncière de six piastres, grevant les dits immeubles, payable le 29 septembre de chaque année aux héritiers de feu Norbert-H. Bellerose, en son vivant cultivateur, de Nicolet.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Jean-Baptiste-de-Nicolet, en la ville de Nicolet, le TROISIEME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,  
J.-H.-O. HEBERT.

Bureau du shérif.

Nicolet, 28 octobre 1918. 4001—44-2  
[Première publication, 2 novembre 1918.]

## NICOLET

### FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Superior Court.—District of Nicolet.*

Nicolet, to wit: } **B**ENJAMIN BERGERON, farmer, of the parish of Saint-Léonard-d'Aston, plaintiff; vs RAPHAEL BEAULAC, butcher, of the town of Nicolet, defendant.

As belonging to said defendant, the following immoveables, to wit :

Two lots of land situated in the town of Nicolet, on the north side of Panet street, known and designated: one under the number three hundred and one (301), containing thirty six feet in width by one hundred feet in depth, and to other under the number three hundred and two (302), containing forty feet in width by one hundred feet in depth, the whole of the official cadastre of the county of Nicolet, for the town of Nicolet, and forming one single plot of land; bounded on one side by Dame widow Dr. G.-A. Turcotte, and on the other side by J.-A. Rochette—with the buildings thereon erected, subject to an annual ground rent of six dollars on said immoveables, payable the 29th September of every year to the heirs of the late Norbert-H. Bellerose, in his lifetime farmer, of Nicolet.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Jean-Baptiste-de-Nicolet, in the town of Nicolet, on the THIRD day of DECEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

J.-H.-O. HEBERT,  
Sheriff.

Sheriff's office.

Nicolet, 28th October, 1918. 4002—44-2  
[First publication, 2nd November, 1918.]

## OTTAWA

### FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Cour supérieure.—District d'Ottawa.*

Ottawa, à savoir: } **A**BEL-WALTERS CUMMINGS, demandeur; contre SAMUEL BEAUDOIN, jr., défendeur, à savoir :

Un lopin de terre formant toute la partie du lot No 4, du rang antérieure de la rivière Desert, du canton de Maniwaki, dans le district d'Ottawa, connu comme étant le lot trente-un de la rue Martin, d'après le plan officiel dudit lot No 4, déposé par la succession de feu Charles Logue, au bureau d'enregistrement du comté d'Ottawa, à Hull, mesurant 66 pieds de front sur la rue Martin, par 132 pieds de profondeur—avec la maison et les autres bâtisses dessus construites, les circonstances et dépendances s'y rattachant

Pour être vendu au bureau d'enregistrement, dans la cité de Hull, le VINGT-QUATRIEME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,  
C.-M. WRIGHT.

Bureau du shérif.

Hull, 16 novembre 1918. 4283—47-2  
[Première publication, 23 novembre 1918.]

## OTTAWA

### FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TRRRIS.

*Superior Court.—District of Ottawa.*

Ottawa, to wit: } **A**BEL-WALTERS CUMMINGS, plaintiff; against SAMUEL BEAUDOIN, jr., defendant, to wit :

A piece of land forming all that part of lot No 4, in the river Desert, front range of the township of Maniwaki, in the district of Ottawa, known as lot thirty-one on Martin street, according to the official plan of the said lot No. 4, deposited by the estate of the late Charles Logue, in the registry office, of the county of Ottawa, at Hull, measuring 66 feet in front on Martin street, by 132 feet in depth—with the house and other buildings thereon erected, the members and appurtenances thereunto belonging.

To be sold at the registry office, in the city of Hull, on the TWENTY FOURTH day of DECEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

C.-M. WRIGHT,  
Sheriff.

Sheriff's office.

Hull, 16th November, 1918. 4284—47-2  
[First publication, 23rd November, 1918.]

## PONTIAC

## PONTIAC

*Cour supérieure.*  
Province de Québec, } DAME ELLEN  
District de Pontiac, } McCREA, deman-  
No 1648. } deresse; vs GEORGE  
McAULEY, défendeur.

Le lopin de terre comprenant les lots Nos trente-six et trente-sept, dans le troisième rang du canton de Chichester, dans le comté de Pontiac, d'après le plan et le livre de renvoi officiels dudit canton de Chichester, mesurant cent soixante et douze acres, plus ou moins—avec toutes les circonstances et dépendances s'y rattachant, et chacune d'icelles.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté de Pontiac, dans le village de Bryson, le VINGT-SEPTIEME jour de DECEMBRE mil neuf cent dix-huit, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,  
BERNARD-J. SLOAN.

Bureau du shérif.  
Bryson, Québec, 19 novembre 1918.  
4267—47-2  
[Première publication, 23 novembre 1918.]

*Superior Court.*  
Province of Quebec, } DAME ELLEN  
District of Pontiac, } McCREA, plain-  
No. 1648. } tiff; vs GEORGE  
McAULEY, defendant.

That certain piece of land comprising lots No. thirty six and thirty seven, in the third range of the township of Chichester, in the county of Pontiac, according to the official plan and book of reference of the said township of Chichester, containing one hundred and seventy two acres, more or less—with all and every the members and appurtenances thereunto belonging.

To be sold at the registry office for the county of Pontiac, in the village of Bryson, on the TWENTY SEVENTH day of DECEMBER nineteen hundred and eighteen, at TEN o'clock in the forenoon.

BERNARD-J. SLOAN,  
Sheriff.

Sheriff's office.  
Bryson, Quebec, 19th November, 1918.  
4268—47-2  
[First publication, 23rd November, 1918.]

## RIMOUSKI

## RIMOUSKI

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.  
*Cour supérieure.*

District de Rimouski, } ELZEAR PELLE-  
No 6038. } TIER, Sainte-Luce;  
vs JEAN-BAPTISTE LAVOIE, Saint-Gabriel,  
savoir :

Les lots vingt-sept B, vingt-huit A et vingt-huit B, au cadastre officiel de partie du canton Fleuriau, troisième rang et paroisse de Saint-Gabriel—avec bâtisses sur le lot 28a et grange sur 28b.

Pour être vendus à la porte de l'église de Saint-Gabriel, le QUATRE DECEMBRE 1918, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,  
CHS D'ANJOU.

Bureau du shérif.  
Rimouski, 30 octobre 1918. 4049—44-2  
[Première publication, 2 novembre 1918.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.  
*Superior Court.*

District of Rimouski, } ELZEAR PELLE-  
No. 6038. } TIER, Sainte-Luce;  
vs JEAN-BAPTISTE LAVOIE, Saint-Gabriel,  
to wit :

The lots twenty seven B, twenty eight A and twenty eight B, on the official cadastre of part of the township Fleuriau, third range and parish of Saint-Gabriel—with the buildings on the lot 28a and barn on 28b.

To be sold at the church door of Saint-Gabriel, on the FOURTH DECEMBER, 1918, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

CHS. D'ANJOU,  
Sheriff.

Sheriff's office.  
Rimouski, 30th October, 1918. 4050—44-2  
[First publication, 2nd November, 1918.]

## FIERI FACIAS DE TERRIS.

## FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Cour de circuit.*  
District de Rimouski, } HENRI GARON; vs  
No 522. } JOSEPH BOU-  
CHER, Causapsca, savoir :

Tous droits d'occupation, de défrichement, de préemption et autres que le défendeur a et peut avoir sur le lot soixante-cinq au cadastre officiel du canton est du chemin Kempt, paroisse de Causapsca—with bâtisses sus-construites.

Pour être vendus à la porte de l'église de Causapsca, le CINQ de DECEMBRE 1918, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,  
CHS D'ANJOU.

Bureau du shérif.  
Rimouski, 30 octobre 1918. 4051—44-2  
[Première publication, 2 novembre 1918.]

*Circuit Court.*  
District of Rimouski, } HENRI GARON; vs  
No. 522. } JOSEPH BOU-  
CHER, Causapsca, to wit :

All the rights of occupation, clearing and preemption and other rights which the defendant has and may have on the lot sixty five of the official cadastre of the township east of Kempt road, parish of Causapsca—with the buildings thereon erected.

To be sold at the church door of Causapsca, on the FIFTH of DECEMBER, 1918, at TEN o'clock in the forenoon.

CHS. D'ANJOU,  
Sheriff.

Sheriff's office.  
Rimouski, 30th October, 1918. 4052—44-2  
[First publication, 2nd November, 1918.]

## SAINT-HYACINTHE

## FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Cour supérieure.—District de Montréal.*

Saint-Hyacinthe, à savoir : } **G**OODWINS,  
 No 4878. } **L**IMITED,  
 corps politique et incorporé, ayant sa principale  
 place d'affaires dans les cité et district de Mont-  
 réal, demandeur ; contre T. BROSSEAU,  
 défendeur.

Un terrain sis et situé sur la première conces-  
 sion, en la paroisse de Saint-Hilaire, étant la  
 partie sud-est du lot numéro cent un (s.-e. 101),  
 des plan et livre de renvoi officiels de ladite  
 paroisse, contenant deux cents pieds de front  
 sur environ deux arpents de profondeur, le tout  
 plus ou moins, lequel terrain est renfermé dans  
 les bornes suivantes : tenant devant au chemin  
 en front de la dite première concession, en pro-  
 fondeur à la rivière Richelieu, d'un côté à Pierre  
 Préfontaine ou représentants, et de l'autre côté  
 au terrain de Joseph Valiquet ou représentants—  
 avec une maison en pierre, une grange et autres  
 bâtisses y érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église de la  
 paroisse de Saint-Hilaire, le VINGT-QUA-  
 TRIEME jour de DECEMBRE prochain,  
 (1918), à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,

JOS.-L. CORMIER.

Bureau du shérif.

Saint-Hyacinthe, 19 novembre 1918.

4265—47-2

[Première publication, 23 novembre 1918.]

## SAINT-HYACINTHE

## FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Superior Court.—District of Montreal.*

Saint-Hyacinthe, to wit : } **G**OODWINS,  
 No. 4878. } **L**IMITED,

a body politic and corporate, having its principal  
 place of business in the city and district of  
 Montreal, plaintiff ; against T. BROSSEAU,  
 defendant.

A piece of ground situate on the first conces-  
 sion, in the parish of Saint-Hilaire, being the south  
 east part of lot number one hundred and one  
 (s. e. 101), on the official plan and book of refer-  
 ence of the said parish, containing two hundred  
 feet in front by two arpents in depth, the whole  
 more or less, and bounded as follows : in front  
 by the road of the first concession, in depth by  
 the Richelieu river, on one side by Pierre Pré-  
 fontaine or representatives, and on the other  
 side by Joseph Valiquet or representatives—  
 with a stone house, a barn and other buildings  
 thereon erected.

To be sold at the parochial church door of  
 Saint-Hilaire, on the TWENTY FOURTH day  
 of DECEMBER next (1918), at TEN o'clock  
 in the forenoon.

JOS.-L. CORMIER,

Sheriff.

Sheriff's office.

Saint-Hyacinthe, 19th November, 1918.

4266—47-2

[First publication, 23rd November, 1918.]

## TROIS-RIVIÈRES

## FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Cour de circuit.—District de Trois-Rivières.*

Trois-Rivières, à savoir : } **J**-MEDARD PER-  
 No 124. } **J**. RON, deman-  
 deur ; vs STANISLAS TREPANIÉ, défendeur.

Comme appartenant audit défendeur, savoir :

Un emplacement situé en la ville de Saint-Tite,  
 connu et désigné comme faisant partie du lot de  
 terre numéro deux cent trente-sept (Pte No 237)  
 au cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Tite ;  
 borné en front à la rue du Moulin, en profondeur à  
 Delle Alma Rivard, d'un côté à Octave Durand,  
 et de l'autre côté à Prosper Baillargeon—avec les  
 bâtisses dessus construites, circonstances et dé-  
 pendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la pa-  
 roisse de Saint-Tite, en la ville de Saint-Tite, le  
 VINGT-QUATRIEME jour de DECEMBRE  
 prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,

CHAS DUMOULIN.

Bureau du shérif.

Trois-Rivières, 20 novembre 1918. 4277—47-2

[Première publication, 23 novembre 1918.]

## THREE RIVERS

## FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Circuit Court.—District of Three Rivers.*

Three Rivers, to wit : } **J**-MEDARD PER-  
 No. 124. } **J**. RON, plaintiff ; vs  
 STANISLASTREPANIÉ, defendant.

As belonging to said defendant, to wit :

An emplacement situate in the town of Saint  
 Tite, known and designated as forming part of the  
 lot of land number two hundred and thirty seven  
 (Pt. No. 237) on the official cadastre for the pa-  
 rish of Saint-Tite ; bounded in front by Du Mou-  
 lin street, in depth by Miss Alma Rivard, on one  
 side by Octave Durand and on the other side by  
 Prosper Baillargeon—with the buildings thereon  
 erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of  
 Saint-Tite, in the town of Saint-Tite, on the  
 TWENTY FOURTH day of DECEMBER next,  
 at TEN o'clock in the forenoon.

CHAS DUMOULIN,

Sheriff.

Sheriff's office.

Three Rivers, 20th November, 1918. 4278—47-2

[First publication, 23rd November, 1918.]

## FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Cour supérieure.—District de Trois-Rivières.*

Trois-Rivières, à savoir : } **G**USTAVE MI-  
 No. 131. } **L**OT, deman-  
 deur ; vs JOSEPH GONNEVILLE, défendeur.

Comme appartenant au dit défendeur, les  
 immeubles suivants :

1. Un emplacement situé en la paroisse d'Ya-  
 machiche, contenant vers le nord cinquante-  
 quatre pieds de largeur en allant en rétrécissant  
 dans la ligne nord-est, se termine vers le sud au

## FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Superior Court.—District of Three Rivers.*

Three Rivers, to wit : } **G**USTAVE MILOT,  
 No. 131. } **L** plaintiff ; vs JO-  
 SEPH GONNEVILLE, defendant.

As belonging to the said defendant, the follow-  
 ing immoveables :

1. An emplacement situate in the parish of  
 Yamachiche, containing towards the north fifty  
 four feet in width narrowing running along the  
 northeast line, terminating towards the south

terrain de Napoléon Samson, où le dit emplacement n'a que vingt-sept pieds de large ; borné vers le nord au terrain du chemin de fer Canadien Pacifique, joignant au nord-est à Edgar et Euchariste Vaillancourt, représentant Henri Houle, et du côté sud-ouest à Euchariste Ricard, Alexis Désaulniers, actuellement représenté par Dame Jules Carbonneau, et Amable Lemyre représenté par Denis Villemure—avec une maison et écurie dessus érigées, avec en outre le droit de passage qu'il peut avoir en vertu de l'acte de vente consenti par Adolphe Milot à Frédéric Mélançon, et tel qu'il peut le posséder, reçu devant J. Milot, notaire, le huit janvier mil huit cent quatre-vingt-cinq, non enregistré ; connu et désigné ledit emplacement comme faisant partie du lot de terre numéro huit cent trente-deux (Pte. No 832), des plan et livre de renvoi officiels d cadastre d'enregistrement du comté de Saint-Maurice, pour la paroisse de Sainte-Anne-d'Yamachiche.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Anne-d'Yamachiche, le VINGT-QUATRIÈME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,

CHAS DUMOULIN.

Bureau du shérif.

Trois-Rivières, 20 novembre 1918. 4279—47-2  
[Première publication, 23 novembre 1918].

at the land of Napoléon Samson, where the said emplacement is only twenty seven feet in width ; bounded on the north by the land of the Canadian Pacific Railway, adjoining on the northeast Edgar and Euchariste Vaillancourt, representing Henri Houle, and on the southwest side Euchariste Ricard, Alexis Désaulniers, presently represented by Dame Jules Carbonneau, and Amable Lemyre represented by Denis Villemure—with a house and stable thereon erected, with moreover the right of way there may be in virtue of the deed of sale made by Adolphe Milot to Frédéric Mélançon, and as he may own it, received before J. Milot, notary, on the eighth of January, one thousand eight hundred and eighty five, not registered ; known and designated said emplacement as forming part of the lot of land number eight hundred and thirty two (Pt. No. 832), of the official plan and book of reference of the registration cadastre of the county of Saint-Maurice, for the parish of Sainte-Anne-d'Yamachiche.

To be sold at the church door of the parish of Sainte-Anne-d'Yamachiche, on the-TWENTY FOURTH day of DECEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHAS DUHAMEL,

Sheriff.

Sheriff's office.

Three Rivers, 20th November, 1918. 4280—47-2  
[First publication, 23rd November, 1918].

### Lettres patentes

#### "Quebec Potato Products Company".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du 14 novembre 1918, constituant en corporation MM. Frederick-George Scott, marchand, Percy-Noel Foley, agent Charles-Bertrand Walsh, négociant, Frederick-George Reid, courtier, et James-George Bryson, vendeur, tous de la cité de Montréal, dans la province de Québec, pour les fins suivantes :

Acheter, vendre et faire le négoce des patates, provisions, fruits, vivres, charbon et bois, en gros et au détail, fabriquer aussi les instruments, agricoles et en faire commerce ;

Faire négoce, comme fabricant et commerçant, de tous les sortes d'articles en conserve, des marinades, marmelades, gelées, conserves, articles d'épicerie, viandes préparées et nourriture ;

Exercer le commerce de la culture, de l'expédition, de l'exportation, de l'importation et du négoce des graines, des produits de la ferme, fruitiers, laitiers ainsi que de toutes autres denrées alimentaires ; et, en rapport avec le commerce de la compagnie, établir des magasins, des agences et d'autres marchés, pour y vendre les produits de la compagnie ;

Fabriquer des pots, boîtes, des bocaux, récipients, étiquettes, et accessoires du commerce des conserves ;

Faire affaires comme cultivateur, vendeur de toutes sortes de légumes et autres produits de la terre, préparer, fabriquer et donner une valeur marchande à ces produits et sous-produits ;

Manufacturer, raffiner, remettre en boîtes les confitures, conserves, viandes hachées, marmelades, sucre et les produits similaires de toute sorte et description, se livrer au commerce de la mise en récipients et conservation des fruits et lé-

### Letters patent

#### "Quebec Potato Products Company".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the 14th day of November, 1918, incorporating Messrs. Frederick-George Scott, merchant, Percy-Noel Foley, agent, Charles-Bertrand Walsh, dealer, Frederick-George Reid, broker, and James-George Bryson, salesman, all of the city of Montreal, in the Province of Quebec, for the following purposes :

To buy, sell and deal in potatoes, provisions, fruits, food stuffs, coal and wood, both wholesale and retail, as well as to manufacture and deal in agricultural implements ;

To carry on business as a manufacturer of and dealer in all kinds of canned goods, pickles, jams, jellies, preserves, grocers' supplies and prepared meats and food ;

To carry on business as a grower, shipper, exporter, importer and dealer in seeds, farm, garden and dairy produce and all other food products ; and in connection with the business of the company, to establish stores, agencies and other markets for the sale of the products of the company ;

To manufacture and deal in cans, boxes, jars, containers, labels and canners' supplies ;

To carry on and work the business of cultivator, buyer and seller of every kind of vegetable and other products of the soil, and to prepare, manufacture and render marketable any such products and the by-products thereof ;

To manufacture, refine, repack, buy and sell jams, preserves, mince meats, marmalades, bar sugar and similar products of every kind and description, and to engage in the business of canning and preserving fruits and vegetables, and to act as

gumes, agir comme agents généraux pour les fabricants et négociants de ces articles de commerce ;

Fabriquer des barils, boîtes, bariquant, sacs et tout autre objet d'emballage, en ferblanc, verre, papier, bois ou fait d'une autre substance, pour usage dans ledit commerce, et les vendre ;

Faire la culture des graines de semence, les produire et en acheter, être propriétaires d'entrepôts et négociants de denrées alimentaires ;

Exercer, sous toutes ses formes, le commerce des réfrigérateurs, fournir le dépôt pour toutes les sortes de denrées alimentaires et autres marchandises dont la mise en entrepôts frigorifiques est nécessaire ;

Exercer, sous toutes ses formes, le commerce des bois de charpente, de construction et de pulpe, manufacturer, produire, acheter et vendre le bois et les billots de toutes sortes ;

Acheter, louer ou autrement acquérir et bâtir, construire et entretenir, exploiter des moulins à bois et à scie, fabriques d'empois ;

Acquérir, acheter, louer ou autrement posséder tous biens-fonds et la propriété immobilière que la compagnie jugera de temps à autre, nécessaire à ses fins, aussi la vendre, la grever, et l'aliéner ;

Vendre, louer ou autrement disposer du commerce de la propriété et de l'entreprise de la corporation, pour du numéraire, des actions, obligations, ou autres valeurs d'aucune autre compagnie

Emettre la totalité ou aucune partie des parts du capital-action de la compagnie, comme entièrement libérées et non-sujettes à appel, aux fins d'acquérir le commerce, la propriété, les terrains où droits d'aucune compagnie, société ou personne, ou les actions, obligations ou aucunes valeurs d'aucune telle compagnie, donner ces parts acquittées et non-sujettes à appel ou échange, aussi les vendre, louer, donner en gage ou autrement en disposer, sous le nom de "Quebec Potato Products Company", avec un fonds social de dix-huit mille piastres (\$18,000.00), divisé en cent quatre-vingt (180) parts de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Mont-Joli, dans le district de Rimouski.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quatorzième jour de novembre 1918.

Le sous-secrétaire de la province,  
4291—47-2 C.-J. SIMARD.

general agent for manufacturers and dealers in such lines of business ;

To manufacture barrels, boxes, kegs, bags and any and every kind of package, whether tin, glass, paper, wood or other materials, for use in connection with its said business, and to sell the same ;

To carry on the business of grain grower, producer and buyer, and warehouseman and feed merchant ;

To carry on the cold storage business in all its branches, and to provide accommodation for all kinds of food stuffs and other merchandise requiring cold storage ;

To carry on in all its branches, the lumber, timber and pulp wood business, and to manufacture, produce, buy and sell timber, logs and lumber of all kinds ;

To purchase, lease or otherwise acquire and build, construct and maintain and operate lumber and saw mills and starch factories ;

To acquire, purchase, lease or otherwise hold all such real estate and immoveable property, as may from time to time be considered necessary for the purpose of the company, and to sell, hypothecate and dispose of the same ;

To sell, lease or otherwise dispose of the company's business, property and undertaking, for cash or for shares, bonds or other securities in any other company ;

To issue all or any of the shares in the capital stock of the company, as fully paid-up and non-assessable, for the purpose of acquiring the business, property, lands or rights of any company, firm or person, or the stocks, bonds or any securities of any such company, and to deliver such fully paid-up and non-assessable stock in exchange therefor, and to sell, lease, pledge or otherwise dispose of the same, under the name of "Quebec Potato Products Company", with a capital stock of eighteen thousand dollars (\$18,000.00), divided into one hundred and eighty (180) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Mont Joli, in the district of Rimouski.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this fourteenth day of November, 1918.

C.-J. SIMARD,  
4292—47-2 Assistant Provincial Secretary.

## Demande à la législature

Avis public est par le présent donné que la "Cité de Lévis" s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi à l'effet d'amender sa charte sur les matières suivantes :

Limites de la cité, division en quartiers, description des quartiers, composition du conseil, représentation municipale, secrétaire pour estimateurs, rôle d'évaluation, heures de la votation aux élections municipales, heures de la votation pour approbation de règlements, ratifications de certains règlements d'emprunt numéros 175, 176, 189, 190, 191, 193, emprunt pour les fins mentionnées dans les dits règlements et émissions de débetures à cette fin, emprunts pour payer des argents empruntés sur billets promissoires et pour parfaire le paiement sur achat de pompe électrique et émissions de débetures pour les fins susdites, emprunts pour travaux d'aqueduc et d'égoûts et

## Application to the Legislature

Public notice is hereby given that the "City of Lévis" will apply to the Legislature of the Province of Québec, at its next session, for the passing of an act to amend its charter on the following matters :

The city boundaries, division in wards, description of the wards, composition of the council municipal representation, secretary for the valuers, valuation roll, hours for voting at municipal elections, hours for voting for the approval of by-laws, ratifying of certain loans by-laws numbers 175, 176, 189, 190, 191, 193, loan for the purposes mentioned in the said by-laws and the issues of debentures to that purpose, loans to pay the monies borrowed on promissory notes and to complete the payment of the purchase price of the electric pump and the issues of debentures for the aforesaid purposes, loans for waterworks sewers and police and fire station in Villemay ward

poste de police et de pompiers dans le quartier Villemay ordonnés par 7 George V, chap. 85 et émissions de débetures à cette fin, pouvoir d'emprunter suivant articles 5782, 5783, 5784 des Statuts refondus de Québec de 1909, sans être soumis à la loi 8 George V, chap. 60, certificat du ministre des affaires municipales non requis pour les présentes émissions de débetures, imposition de taxes sur les poteaux, fermeture de magasins, licences aux propriétaires d'automobiles exerçant le métier de charretiers, réglementation d'automobiles, travaux d'aqueduc au capital, et autres fins.

Le greffier de la cité de Lévis,  
LIONEL LEMIEUX  
Lévis, le 23 novembre 1918. 4281—47-4

ordered by 7 George V, chap. 85 and the issue of debentures to that purpose, power to borrow pursuant to articles 5782, 5783, 5784 of the Quebec Revised Statutes, 1909, without being submitted to the act 8 George V, chap. 60, certificate of the minister of municipal affairs not required for the present issues of debentures, levying of taxes on poles, the closing of stores, licenses to owners of automobiles carrying on the trade of carters, regulation of automobiles, waterworks on capital, and other purposes.

LIONEL LEMIEUX,  
Clerk of the city of Lévis,  
Levis, 23rd November, 1918. 4282—47-4

## Département des affaires municipales

## Department of Municipal Affairs

### CONSEIL EXECUTIF.

### EXECUTIVE COUNCIL.

Québec, 14 novembre 1918.

Quebec, 14th November, 1918.

Présent : le lieutenant-gouverneur en Conseil.  
Attendu qu'une résolution passée par le conseil municipal de la paroisse de Saint-Roch-de-Richelieu, dans le comté de Richelieu, le quatrième jour de novembre 1918, à fait voir à Son Honneur le lieutenant-gouverneur que la publication de tout avis, règlement ou résolution du dit conseil municipal à être faite en vertu du Code municipal de la province de Québec, pourra se faire dans la langue française seulement, sans préjudice pour aucuns des habitants de la dite municipalité ; et attendu que toutes les formalités de la loi ont été remplies ;

Present: The Lieutenant-Governor in Council.  
Whereas by resolution passed by the municipal council of the parish of Saint-Roch-de-Richelieu, in the county of Richelieu, on the fourth day of November, 1918, it hath been shewn to His Honor the Lieutenant-Governor that the publication of any notice, by-law or resolution of the said municipal council to be made under the provisions of the said Municipal Code of the Province of Quebec, may be so made in the French language only without detriment to any of the inhabitants of said municipality ; and whereas all the formalities required by law have been observed ;

Il est ordonné que les avis, règlements et résolutions du dit conseil municipal de la paroisse de Saint-Roch-de-Richelieu, dans le comté de Richelieu, dont la publication est prescrite par les dispositions du Code municipal de la province de Québec, se publient à l'avenir dans la langue française seulement.

It is ordered that the notices, by-laws and resolutions of the said municipal council of the parish of Saint-Roch-de-Richelieu, in the county of Richelieu, the publication of which is required by the provisions of the Municipal Code of the Province of Quebec, be henceforth published in the French language only.

Le greffier du Conseil exécutif,  
A. MORISSET.

A. MORISSET,  
Clerk Executive Council.

Publié en conformité de l'article 131 du Code municipal de la province de Québec.

Published in conformity with article 131 of the Municipal Code of the Province of Quebec.

Le sous-ministre des affaires municipales,  
OSCAR MORIN.

OSCAR MORIN,

Québec, 14 novembre 1918. 4293

Deputy Minister of Municipal Affairs.  
Quebec, 14th November, 1918. 4294

## Département de l'instruction publique

## Department of Public Instruction

Québec, 18 novembre 1918.

Quebec, 18th November, 1918.

Le surintendant donne avis qu'il a reçu une requête demandant d'annexer à la municipalité scolaire de Marston-Sud, comté de Frontenac, les lots Nos 1 à 22, inclusivement, des rangs 1 et 2 du canton de Clinton, même comté, lesquels lots n'appartiennent à aucune municipalité scolaire organisée.

Notice is given by the Superintendent that application is made to annex to the school municipality of Marston-South, county of Frontenac, the lots Nos. 1 to 22, both inclusive, of ranges 1 and 2 of the township of Clinton, same county, said lots not forming part of any organized school municipality.

4289

4290

## Faillite—Avis de

## Notice of Bankruptcy

## District d'Arthabaska.

*In re*: Arthur Lupien, Victoriaville, failli.  
Avis est par le présent donné, que ledit failli a, le 18 novembre courant, fait cession de ses biens au bureau du protonotaire, à Arthabaska.

Le gardien provisoire,  
GEDEON-E. BEGIN,  
Bureau de Bélanger & Bégin,  
15 rue Wellington,  
Sherbrooke, Qué., 10 novembre 1918. 4295

## District of Arthabaska.

*In re*: Arthur Lupien, Victoriaville, insolvent.  
Notice is hereby given, that the aforesaid insolvent has, on the 18th November instant, made a judicial assignment of his property at the office of the protonotary, at Arthabaska.

GEDEON E. BEGIN,  
Provisional guardian,  
Office of Bélanger & Bégin  
155 Wellington street,  
Sherbrooke, Que., 10th November, 1918. 4296

## AUX ANNONCEURS DANS LA GAZETTE OFFICIELLE

## TO ADVERTISERS IN THE OFFICIAL GAZETTE

CEUX qui transmettent des annonces pour être insérées dans la *Gazette Officielle*, voudront bien se conformer aux règlements ci-dessous :

1. Adresser "Gazette Officielle", Québec.
2. Indiquer le nombre d'insertions.
3. TRANSMETTRE INVARIABLEMENT LE PRIX DE L'ANNONCE AINSI QUE LE PRIX D'UN EXEMPLAIRE DE LA GAZETTE, TELS QUE DONNÉS PLUS BAS ; SI CES CONDITIONS NE SONT PAS REMPLIES L'ANNONCE NE SERA PAS PUBLIÉE.

Tarif des annonces :  
Première insertion, 10c par ligne (mesure agate)

Insertions subséquentes, 5c par ligne (mesure agate).

Traduction, 40c par 100 mots.  
*Gazette officielle*, par exemp., 25c.  
Feuilles volantes, 65c par douzaine.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi, le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

Les abonnés observeront aussi que le prix d'abonnement, \$5. par année, est invariablement payable d'avance, et que l'envoi de la *Gazette* sera arrêté à l'expiration de la période payée.

Quand les annonceurs veulent plus d'un exemplaire de la *Gazette*, ils doivent faire une remise en conséquence.

N.-B.—Les chiffres au bas des avis ont la signification suivante :

Le premier chiffre est notre numéro d'ordre ; le deuxième est celui de la livraison de la *Gazette* pour la première insertion ; et le dernier chiffre accuse le nombre d'insertions.

Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'imprimeur du Roi,  
E.-E. CINQ-MARS,

Hôtel du gouvernement.  
Québec, 4 avril 1914. 3701

PARTIES sending advertisements to be inserted in the *Official Gazette*, will please observe the following rules :

1. Address "The Official Gazette", Quebec.
2. Indicate the number of insertions required.
3. INVARIABLY REMIT THE FEES FOR SUCH ADVERTISEMENTS, TOGETHER WITH THE PRICE OF THE GAZETTE, AS BELOW ; OTHERWISE THEY WILL NOT BE INSERTED.

The rates are :  
First insertion, 10 cents per line (agate measure.)

Subsequent insertions, 5 cents per line (agate measure).

Translation, 40 cents per 100 words.  
*Official Gazette*, 25 cents per single number.  
Slips, 65 cents per dozen.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock, noon, on Thursday, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but in the next number.

Subscribers will also notice that the subscription of \$5. per annum, is invariablely payable in advance, and that the *Gazette* will be stopped at the end of the period paid for.

When advertisers require more than one number of the *Gazette*, they must remit accordingly.

N.-B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning :

The first number is our document number ; the second number, the *Gazette* number ; and the last number, the number of insertions of the notice.

Notices published only once are only followed by our document number.

E.-E. CINQ-MARS,  
King's Printer.

Government House.  
Quebec, 4th April, 1914. 3702

## Index de la Gazette Officielle de Québec, No 47.

## Index of the Quebec Official Gazette, No. 47.

### ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS :—

|                               |      |
|-------------------------------|------|
| Dme Audet vs Perron.....      | 2333 |
| " Beauregard vs Gaudet.....   | 2334 |
| " Cohen vs Cohen.....         | 2334 |
| " Hamelin vs Archambault..... | 2333 |
| " Leblanc vs Gauthier.....    | 2333 |
| " Roch vs Véronneau.....      | 2334 |
| " Solomon vs Faris.....       | 2333 |
| " Vachon vs Cameron.....      | 2333 |

### ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY :—

|                               |      |
|-------------------------------|------|
| Dme Audet vs Perron.....      | 2333 |
| " Beauregard vs Gaudet.....   | 2334 |
| " Cohen vs Cohen.....         | 2334 |
| " Hamelin vs Archambault..... | 2333 |
| " Leblanc vs Gauthier.....    | 2333 |
| " Roch vs Véronneau.....      | 2334 |
| " Solomon vs Faris.....       | 2333 |
| " Vachon vs Cameron.....      | 2333 |

### ACTIONS EN SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS :

|                             |      |
|-----------------------------|------|
| Dme Dupuis vs Lefebvre..... | 2334 |
| " Gibeault vs Trudeau.....  | 2334 |

### ACTIONS FOR SEPARATION AS TO BED AND BOARD AND PROPERTY :—

|                             |      |
|-----------------------------|------|
| Dme Dupuis vs Lefebvre..... | 2334 |
| " Gibeault vs Trudeau.....  | 2334 |

### ANNONCEURS, avis aux.....

### DEMANDES A LA LÉGISLATURE :—

|   |      |
|---|------|
| Boys Home of Montreal & Boys Farm &<br>Training School.....                             | 2329 |
| Cadioux, Joseph.....  | 2329 |
| Communauté des Sœurs Franciscaines<br>Missionnaires de l'Immaculée-Concep-<br>tion..... | 2331 |
| Goyette, Alfred <i>et al.</i> .....   | 2329 |
| Kander, Isaac <i>et al.</i> .....   | 2330 |
| La cité de Lévis.....   | 2347 |
| Le Club Canadien.....   | 2330 |
| L'école des enfants infirmes.....   | 2330 |
| Levis Tramways Coy.....   | 2329 |
| L'Œuvre des vocations tardives.....   | 2329 |
| Talbot, O.-E.....   | 2328 |
| The Osteopathic Association of the Pro-<br>vince of Quebec.....                         | 2331 |
| Trafalgar Institute.....  | 2331 |

### ADVERTISERS, notice to.....

### APPLICATIONS TO PARLIAMENT :—

|   |      |
|---|------|
| Boys Home of Montreal & Boys Farm &<br>Training School.....                             | 2329 |
| Cadioux, Joseph.....  | 2329 |
| Communauté des Sœurs Franciscaines<br>Missionnaires de l'Immaculée-Concep-<br>tion..... | 2331 |
| Goyette, Alfred <i>et al.</i> .....   | 2329 |
| Kander, Isaac <i>et al.</i> .....   | 2330 |
| The city of Lévis.....  | 2347 |
| Le Club Canadien.....   | 2330 |
| School for Crippled Children.....   | 2330 |
| Levis Tramways Coy.....   | 2329 |
| L'Œuvre des vocations tardives.....   | 2329 |
| Talbot, O.-E.....   | 2328 |
| The Osteopathic Association of the Pro-<br>vince of Quebec.....                         | 2331 |
| Trafalgar Institute.....  | 2331 |

### DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE :—

|   |      |
|---|------|
| Divers lots du canton Clinton à Mars-<br>ton-Sud..... | 2348 |
|---|------|

### DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION :—

|   |      |
|---|------|
| Several lots of the township Clinton to<br>Marston-Sud..... | 2348 |
|---|------|

### DÉPARTEMENT DES AFFAIRES MUNICIPALES :—

|                                       |      |
|---------------------------------------|------|
| Paroisse Saint-Roch-de-Richelieu..... | 2348 |
|---------------------------------------|------|

### DEPARTMENT OF MUNICIPAL AFFAIRS :—

|                                     |      |
|-------------------------------------|------|
| Parish Saint-Roch-de-Richelieu..... | 2348 |
|-------------------------------------|------|

### DÉPARTEMENT DU TRÉSOR :—

|  |      |
|--|------|
| Guardian Insurance Company of Canada                               | 2332 |
| Société Catholique protectrice des fem-<br>mes et des enfants..... | 2331 |
| South of France Relief Committee.....                              | 2332 |
| Women's Benefit Association of the Maca-<br>bees.....              | 2332 |

### TREASURY DEPARTMENT :—

|  |      |
|--|------|
| The Guardian Insurance Company of<br>Canada.....                   | 2332 |
| Société Catholique protectrice des fem-<br>mes et des enfants..... | 2331 |
| South of France Relief Committee.....                              | 2332 |
| Women's Benefit Association of the Maca-<br>bees.....              | 2332 |

### ERRATUM :—

|  |      |
|--|------|
| Page 1985, 21 sept. 1918, No 3529-30.... | 2335 |
|--|------|

### ERRATUM :—

|  |      |
|--|------|
| Page 1985, 21st Sept. 1918, No. 3529-30. | 2335 |
|--|------|

### FAILLITE—AVIS DE :—

|                                    |      |
|------------------------------------|------|
| Artistic Cloak Co., dividende..... | 2335 |
| Beaudin (Delle), dividende.....    | 2336 |
| Coderre (Dlle), dividende.....     | 2336 |
| Desfosses, nom. de curateur.....   | 2335 |
| Lupien, cession.....               | 2349 |
| Renaud, nom. de curateur.....      | 2335 |
| Royer, dividende.....              | 3325 |
| St-Pierre, cession.....            | 2335 |

### BANKRUPT NOTICE :—

|                                   |      |
|-----------------------------------|------|
| Artistic Cloak Co., dividend..... | 2335 |
| Beaudin (Miss), dividend.....     | 2336 |
| Coderre (Miss), dividend.....     | 2336 |
| Desfosses, curator's appt.....    | 23 5 |
| Lupien, assignment.....           | 2349 |
| Renaud, curators' appt.....       | 2335 |
| Royer, dividend.....              | 2335 |
| St-Pierre, assignment.....        | 2335 |

## LETTRES PATENTES :—

|                                  |      |
|----------------------------------|------|
| Cie des capsules Crésobène ..... | 2319 |
| Daoust, J.-M., ltée. ....        | 2323 |
| Eastern Shoe Mfg. Coy. Ltd. .... | 2320 |
| Investments, Incorporated. ....  | 2325 |
| La Minoterie moderne, ltée. .... | 2221 |
| Quebec Potato Products Coy. .... | 2346 |
| St-Lambert Realty Coy, Ltd. .... | 2326 |
| Trudeau, H.-E., ltée. ....       | 2323 |

## MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE :—

|   |      |
|---|------|
| Cercle agricole de la paroisse Saint-François-d'Assises. .... | 2333 |
|---|------|

## MINUTES DE NOTAIRE :—

|                                    |      |
|------------------------------------|------|
| Demande par M. Charles Duval. .... | 2336 |
|------------------------------------|------|

## NOMINATIONS :—

|  |      |
|--|------|
| Cour des Commissaires : Saint-Elie-de-Caxton. ....   | 2318 |
| Greffier de la Cour supérieure, greffier de la Cour de circuit, greffier de la Couronne et greffier de la paix, district de Roberval. .... | 2317 |

## ORDRE DE COUR :—

|  |      |
|--|------|
| Pelletier <i>et al</i> vs Lafontaine <i>et al</i> . .... | 2336 |
|--|------|

## PROCLAMATION :—

|                                 |      |
|---------------------------------|------|
| Municipalité de Tourville. .... | 2318 |
|---------------------------------|------|

## RATIFICATIONS DE TITRE :—

|  |      |
|--|------|
| Cantin & Larose. ....                  | 2337 |
| St. Amour <i>èsq.</i> & Riendeau. .... | 2337 |

## VENTE PAR ENCAN :—

|   |      |
|---|------|
| Chemin de fer du Pacifique Canadien. .... | 2338 |
|---|------|

## VENTE PAR LICITATION :—

|                           |      |
|---------------------------|------|
| Bertrand & Bertrand. .... | 2339 |
|---------------------------|------|

## VENTES PAR LES SHÉRIFS :—

## ARTHABASKA :—

|  |      |
|--|------|
| La Banque d'Hochelaga vs Lambert. .... | 2339 |
|--|------|

## CHICOUTIMI :—

|  |      |
|--|------|
| The Matthew Moody & Sons vs Bouchard. .... | 2340 |
|--|------|

## MONTMAGNY :—

|                           |      |
|---------------------------|------|
| L'Heureux vs Boutin. .... | 2340 |
|---------------------------|------|

## MONTRÉAL :—

|  |      |
|--|------|
| La cité d'Outremont vs Bélanger <i>èsq.</i> . ....                 | 2341 |
| Le Crédit Foncier Franco-Canadien vs Polongsky <i>et al</i> . .... | 2341 |
| Menager vs Palmer. ....  | 2342 |
| Péladeau vs Dme Labelle. ....                                      | 2341 |

## NICOLET :—

|                           |      |
|---------------------------|------|
| Bergeron vs Beaulac. .... | 2343 |
|---------------------------|------|

## LETTERS PATENT :—

|                                  |      |
|----------------------------------|------|
| Cie des capsules Crésobène ..... | 2319 |
| Daoust, J.-M., ltée. ....        | 2323 |
| Eastern Shoe Mfg. Coy. Ltd. .... | 2320 |
| Investments, Incorporated. ....  | 2325 |
| La Minoterie moderne, ltée. .... | 2221 |
| Quebec Potato Products Coy. .... | 2346 |
| St-Lambert Realty Coy, Ltd. .... | 2326 |
| Trudeau, H.-E., ltée. ....       | 2323 |

## DEPARTMENT OF AGRICULTURE :—

|   |      |
|---|------|
| Formers' Club of the parish of Saint-François-d'Assises. .... | 2333 |
|---|------|

## NOTARIAL MINUTES :—

|  |      |
|--|------|
| Application by Mr. Charles Duval. .... | 2336 |
|--|------|

## APPOINTMENTS :—

|   |      |
|---|------|
| Commissioners Court : Saint-Eloie-de-Caxton. ....   | 2318 |
| Clerk of Superior Court, Clerk of Circuit Court, clerk of the Crown and clerk of the peaces, district of Roberval. .... | 2317 |

## RULE OF COURT :—

|  |      |
|--|------|
| Pelletier <i>et al</i> vs Lafontaine <i>et al</i> . .... | 2336 |
|--|------|

## PROCLAMATION :—

|                                 |      |
|---------------------------------|------|
| Municipality of Tourville. .... | 2318 |
|---------------------------------|------|

## CONFIRMATIONS OF TITLE :—

|  |      |
|--|------|
| Cantin & Larose. ....                  | 2337 |
| St. Amour <i>èsq.</i> & Riendeau. .... | 2337 |

## AUCTION SALE :—

|                                |      |
|--------------------------------|------|
| Canadian Pacific Railway. .... | 2338 |
|--------------------------------|------|

## SALE BY LICITATION :—

|                           |      |
|---------------------------|------|
| Bertrand & Bertrand. .... | 2339 |
|---------------------------|------|

## SHERIFFS' SALES :—

## ARTHABASKA :—

|  |      |
|--|------|
| La Banque d'Hochelaga vs Lambert. .... | 2339 |
|--|------|

## CHICOUTIMI :—

|  |      |
|--|------|
| The Matthew Moody & Sons vs Bouchard. .... | 2340 |
|--|------|

## MONTMAGNY :—

|                           |      |
|---------------------------|------|
| L'Heureux vs Boutin. .... | 2340 |
|---------------------------|------|

## MONTREAL :—

|  |      |
|--|------|
| The city of Outremont vs Belanger <i>èsq.</i> . ....               | 2341 |
| Le Crédit Foncier Franco-Canadien vs Polongsky <i>et al</i> . .... | 2341 |
| Menager vs Palmer. ....  | 2342 |
| Péladeau vs Dme Labelle. ....                                      | 2341 |

## NICOLET :—

|                           |      |
|---------------------------|------|
| Bergeron vs Beaulac. .... | 2343 |
|---------------------------|------|

## OTTAWA :—

Cummings vs Beaudoin..... 2343

## PONTIAC :—

Mc Crea (Dme) vs McAuley..... 2344

## RIMOUSKI :—

Garon vs Boucher..... 2344

Pelletier vs Lavoie..... 2344

## SAINT-HYACINTHE :—

Goodwins, Ltd vs Brosseau..... 2345

## TROIS-RIVIÈRES :—

Milot vs Gonneville..... 2345

Perron vs Trepanier..... 2345

## OTTAWA :—

Cummings vs Beaudoin..... 2343

## PONTIAC :—

Mc Crea (Dme) vs McAuley..... 2344

## RIMOUSKI :—

Garon vs Boucher..... 2344

Pelletier vs Lavoie..... 2344

## SAINT-HYACINTHE :—

Goodwins, Ltd vs Brosseau..... 2345

## THREE RIVERS :—

Milot vs Gonneville..... 2345

Perron vs Trepanier..... 2345